

# Suivi du SRCE

## Rapport préalable à l'évaluation

Mars 2019



### IAU île-de-France

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15  
Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02  
<http://www.iau-idf.fr>

Directeur général : Fouad Awada

Département Environnement urbain et rural : Christian Thibault, directeur de département

Étude réalisée par Nicolas Cornet

Avec la collaboration de Cécile Mauclair, Lindsay Reynolds, Laetitia Pigato, Jonathan Flandin, Maxime Zucca

N° d'ordonnancement : 8.18.010

*En cas de citation du document, merci d'en mentionner la source : Cornet Nicolas, Suivi du SRCE - Rapport préalable à l'évaluation / IAU idF / 2019*



# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>03</b>
<b>Refonte du dispositif de suivi du SRCE</b>	<b>04</b>
1 – Arbre des objectifs	04
2 – Questions évaluatives	06
3 – Indicateurs de suivi	06
 <b>Renseignement des indicateurs</b>	 <b>08</b>
1 - Synthèse	08
<b>Pistes de travail pour l'évaluation</b>	<b>11</b>
<b>Fiches indicateurs</b>	<b>12</b>
<b>Annexes</b>	<b>60</b>
Rapport sur la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme locaux.....	60

# Introduction

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) constitue la déclinaison régionale de la trame verte et bleue. Cet outil d'aménagement durable du territoire co-piloté par le Conseil régional et l'Etat, a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité observée qui a pour origine principale la fragmentation et la destruction des habitats naturels. Le SRCE francilien a été adopté en octobre 2013. Conformément à la réglementation son évaluation interviendra courant 2019, au terme de sa sixième année de mise en œuvre à la suite de quoi il sera décidé de sa poursuite ou bien sa révision.

Pour rappel, le suivi et l'évaluation sont deux exercices bien distincts. Le suivi a pour but de

- clarifier les objectifs et leur transformation en indicateurs
- comparer régulièrement les réalisations et les résultats par rapport aux objectifs affichés
- communiquer et alerter sur les éventuelles difficultés

L'évaluation en revanche est un exercice ponctuel qui permet :

- d'examiner les relations causales conduisant des objectifs aux résultats (et d'expliquer le cas échéant pourquoi certains résultats attendus ne sont pas atteints),
- d'examiner la mise en œuvre,
- de fournir des enseignements pour améliorer l'efficacité des moyens engagés.

Ce rapport fait état des travaux menés par l'IAU au sujet de suivi du SRCE. Ces travaux de fond ont été entrepris afin de pouvoir effectuer l'évaluation.

La première partie de ce rapport traite de la refonte du dispositif de suivi. La seconde partie fait la synthèse des indicateurs disponibles renseignés entre 2017 et 2019.

# Refonte du dispositif de suivi du SRCE

## Arbre des objectifs

Le dispositif de suivi mis en place lors de l'élaboration du SRCE en 2013 n'était pas très opérationnel notamment en raison :

- d'une absence de lien entre les indicateurs et les objectifs du SRCE,
- de questions évaluatives sont peu précises,
- d'un grand nombre d'indicateurs difficiles à interpréter, non calculables ou bien trop complexes.

Une réorganisation des messages et objectifs portés par le SRCE a permis d'aboutir à un arbre des objectifs comportant six axes associée à une série d'indicateurs, pour la plupart nouveaux en comparaison de ceux retenus en 2013. Chaque indicateur étant associé à un axe donné.

L'arbre des objectifs qui a été retenu est le suivant :

**Axe 0 : Objectif principal du SRCE** : préserver et restaurer les continuités écologiques. Cet axe regroupe les indicateurs généraux qui renseignent sur l'atteinte des grands objectifs du SRCE.

**Axe 1 : Limiter la consommation d'espaces naturels, boisés et agricoles.** Cet axe doit permettre d'évaluer dans quelle mesure les composantes de la TVB sont touchées par l'urbanisation.

**Axe 2 : Limiter la fragmentation et l'altération des espaces naturels, boisés et agricoles.** Cet axe doit permettre de se prononcer sur l'évolution du niveau de fragmentation des milieux naturels ainsi que sur les dynamiques éventuelles d'altération de la qualité écologique (structure des milieux, modes de gestion...).

**Axe 3 : Assurer la multifonctionnalité des composantes de la TVB.** Cet axe doit permettre de voir si les milieux naturels sont en mesure de répondre aux différentes fonctions qui en sont attendues. La multifonctionnalité comprend les dimensions écologique, économique et sociale (état écologique, accueil du public, production de ressources...)

**Axe 4 : Préserver et restaurer les écotones et connexions.** Cet axe permettra de faire un zoom spécifique sur le niveau de conservation de deux éléments clefs de la trame verte et bleue. Les écotones sont des zones de transition entre deux milieux comme par exemple les berges et les lisières forestières. Les connexions sont quant à elles des secteurs identifiées dans le SRCE au sein desquelles il existe encore des zones de contact entre différentes sous-trames ou milieux. Les connexions de type F concernent des zones de contact entre les forêts et les corridors alluviaux. Les connexions C illustrent les autres connexions multi-trame.

**Axe 5 : Participer à la cohérence nationale de la TVB.** Cet axe doit permettre de voir en quelle mesure le SRCE francilien s'intègre dans la trame verte et bleue nationale et en précise les enjeux (qualité de la prise en compte des continuités écologiques d'importance nationale par exemple). Il sera également question dans cet axe de la manière dont le SRCE francilien s'articule avec les SRCE des régions voisines.

### Précisions sur le contenu des axes de suivi :

L'identification des cinq axes de suivi a été faite en partant du contenu du SRCE et en prenant en compte d'une part les facteurs qui contribuent au bon état écologique de la TVB et d'autre part les spécificités de la région Île-de-France.

La fonctionnalité des continuités écologiques repose notamment sur :

- la diversité et la structure des milieux qui les composent,
- une densité suffisante à l'échelle du territoire concerné,
- le niveau de fragmentation (plus la fragmentation est élevée plus la fonctionnalité de la TVB est altérée),

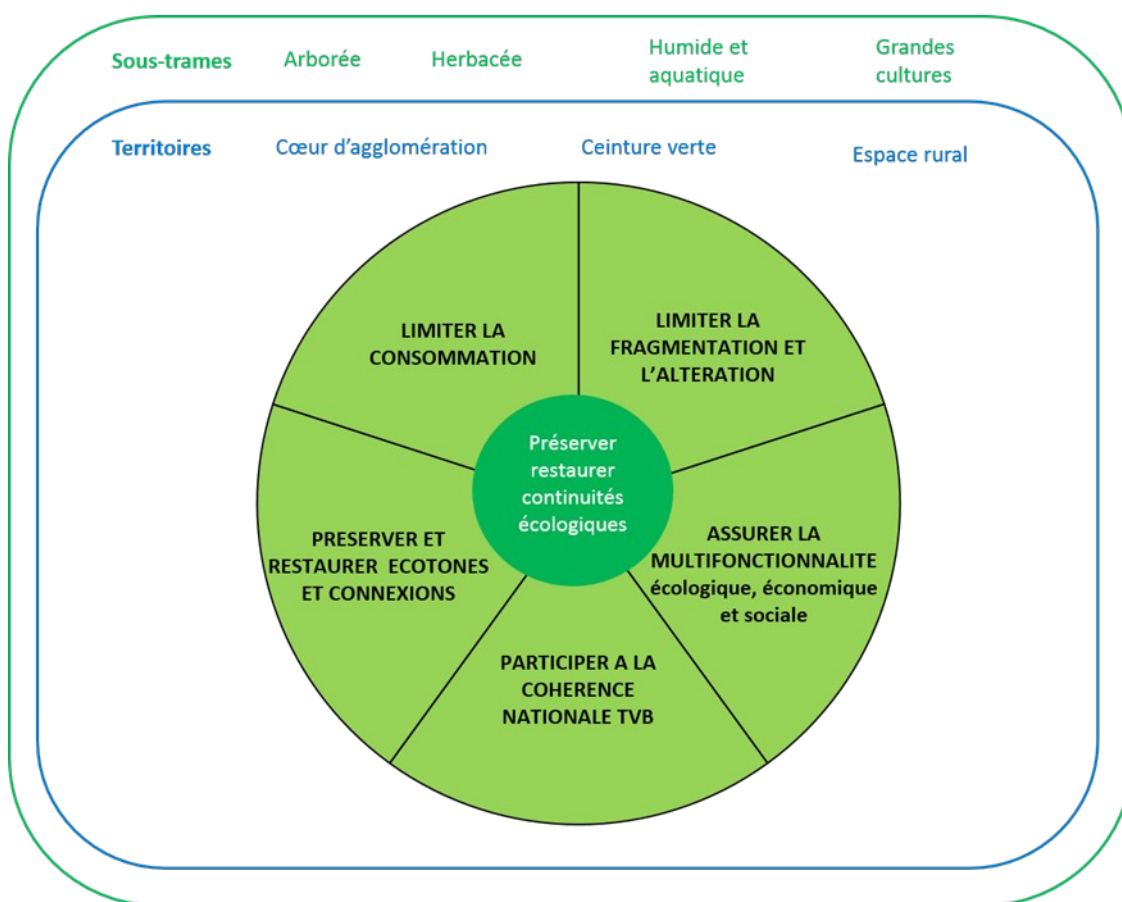
- la possibilité d'interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux (importance des zones de transition).

Par ailleurs, la région Île-de-France possède des caractéristiques propres qui ont été prises en compte dans le choix des axes de suivi du SRCE. On note par exemple :

- une urbanisation très importante qui implique la nécessité de suivre de près la consommation d'espaces,
- un niveau de fragmentation élevé qui découle notamment des nombreuses taches urbaines et des infrastructures qui implique de suivre le niveau de fragmentation des composantes de la TVB,
- une forte densité de population qui induit une forte sollicitation des zones naturelles et semi-naturelles, d'où le besoin d'assurer au mieux la multifonctionnalité écologique, sociale et économique des espaces naturels et semi-naturels,
- une forte densité d'écotones (espaces de transition entre deux milieux) qui découle du haut niveau de fragmentation des continuités écologiques. Ces zones de transition sont également le support d'une biodiversité importante et jouent un rôle prépondérant dans la fonctionnalité des écosystèmes,
- une situation au cœur d'un carrefour biogéographique et en contact avec cinq régions limitrophes (possédant leurs propres SRCE) qui conduisent à évaluer la contribution du SRCE francilien à la cohérence nationale de la TVB.

Une représentation schématique de l'arbre des objectifs est proposée ci-dessous. Cette représentation présente l'avantage :

- de rappeler l'objectif central du SRCE qui est de préserver et restaurer les continuités écologiques,
- de montrer que chaque axe de suivi participe à l'atteinte de cet objectif central,
- de rappeler l'importance des sous-trames et des territoires qui composent la TVB.



## Questions évaluatives

Les questions évaluatives découlent directement des axes qui ont été retenus.

- Le SRCE contribue-t-il à la limitation de la consommation d'espaces naturels, boisés et agricoles ?
- Le SRCE contribue-t-il à la réduction du niveau de fragmentation et du niveau d'altération des composantes de la trame verte et bleue ?
- Le SRCE participe-t-il à une meilleure multifonctionnalité des espaces naturels et semi-naturels ?
- Le SRCE contribue-t-il à la préservation et à la restauration des écotones et des zones de connexion ?
- Le SRCE contribue-t-il à la cohérence nationale de la trame verte et bleue ?
- Le SRCE a-t-il permis une préservation et une restauration des continuités écologiques

## Indicateurs de suivi

Quarante indicateurs ont été proposés en première approche afin d'être testés. Le tableau final dresse le bilan de la phase de test au cours de laquelle 26 indicateurs ont été validés, 5 abandonnés et 9 indicateurs n'ont pas pu être testés faute de temps.

A noter que les indicateurs suivants sont renseignés par ailleurs indépendamment du suivi du SRCE :

- indicateurs 12 et 18 *via* le suivi du Sdrif,
- indicateurs 22 et 26 par le travail de fond de l'ARB-IAU,
- indicateur 33 via le groupement des agriculteurs bio d'IDF (GAB idf) et l'indicateur 48 par l'INSEE.

N°	Nom abrégé	Test effectué	Résultat du test
3	Superficie des réservoirs de biodiversité	oui	validé
4	Eaux de surface et souterraines	oui	validé
5	Formation au SRCE	oui	validé
6	Dispositif d'accompagnement des SRCE (guides, action de formation...)	oui	validé
7	Etat d'avancement des DUL	oui	validé
8	Prise en compte du SRCE dans les DUL	oui	validé
9	Suivi des espèces de cohérence TVB	oui	validé
12	Potentiel d'extension du Sdrif	oui	validé
14	Part de la consommation touchant les composantes de la TVB	oui	validé
18	Etat d'avancement des SAGE	oui	validé
22	Zéro phyto communes	oui	validé
23	Carence en espaces verts	oui	validé
24	Analyse fonctionnelle des espaces ouverts	oui	validé



# Suivi du SRCE

26	Ecojardin	oui	validé
27	Certification FSC et PEFC	oui	validé
31	Chartes forestières	oui	validé
32	Taux d'imperméabilisation	oui	validé
33	Agriculture biologique	oui	validé
35	Connexions F et C	oui	validé
37	Renaturation des berges	oui	validé
40	Rencontres inter-régionales	oui	validé
41	Composantes TVB des SRCE voisins	oui	validé
44	Plan d'action stratégique (objectifs chiffrés, nombre d'actions engagées)	oui	validé
46	Couverture des enjeux relatifs à la biodiversité par les composantes de la TVB	oui	validé
48	Population	oui	validé
49	Nombre de réunions CRTVB (DEB)	oui	validé
11	Urbanisation au sein des réservoirs de biodiversité et des corridors	oui	abandonné
13	Outils de protection et de maîtrise foncière	oui	abandonné
29	Projets agro environnementaux et climatiques	oui	abandonné
34	Lisières	oui	abandonné
42	Cohérence graphique des SRCE	oui	abandonné
10	Recensement des zones humides	non	non renseigné

## Suivi du SRCE

<b>15</b>	Nouveaux tronçons de route créés	non	non renseigné
<b>16</b>	Obstacles infrastructures	non	non renseigné
<b>17</b>	Obstacles sur les cours d'eau	non	non renseigné
<b>20</b>	Ilots de vieux bois	non	non renseigné
<b>30</b>	Projets TVB locaux	non	non renseigné
<b>36</b>	Réouverture des cours d'eau	non	non renseigné
<b>38</b>	Zéro phyto infra	non	non renseigné
<b>51</b>	Nombre d'avis émis par la Driee concernant l'analyse de la prise en compte du SRCE par les documents d'urbanisme locaux	non	non renseigné

# Renseignement des indicateurs

## Synthèse

Le détail complet de chaque indicateur est présenté dans les fiches de ce rapport. En voici une synthèse.

N°	Nom abrégé	Synthèse
3	Superficie des réservoirs de biodiversité	Augmentation de 3,7% de la surface des réservoirs.
4	Eaux de surface et souterraines	Evolution de l'indicateur non significative
5	Formation au SRCE	Mise en œuvre satisfaisante mais concentrée sur les premières années suivant l'adoption du SRCE
6	Dispositif d'accompagnement des SRCE (guides, action de formation...)	Mise en œuvre satisfaisante mais concentrée sur les premières années suivant l'adoption du SRCE
7	Etat d'avancement des DUL	148 PLU opposables censés prendre en compte le SRCE à avril 2018
8	Prise en compte du SRCE dans les DUL	Prise en compte du SRCE globalement bonne.
9	Suivi des espèces de cohérence TVB	Mammifères : 1 en déclin, 2 de tendances inconnues Oiseaux : 4 stables, 3 en déclin, 1 en augmentation Reptiles : 3 en déclin, 1 stable Amphibiens : 4 stable, 1 en déclin Insectes : 4 de tendances inconnues
1 2	Potentiel d'extension du Sdrif	Dynamique vertueuse à ce sujet. La surconsommation indiquée par l'indicateur n'est que marginale.
1 4	Part de la consommation touchant les composantes de la TVB	Léger recul des milieux naturels au profit de l'urbanisation au sein des réservoirs de biodiversité et au profit de l'urbanisation ET des boisements au sein des corridors écologiques. Plus de la moitié de l'urbanisation totale 2012-2017 se situe au sein des composantes TVB (corridors et réservoirs)
1 8	Etat d'avancement des SAGE	Une grande partie du territoire reste non couverte par les SAGE. Evolution de l'indicateur non significative
2 2	Zéro phyto communes	Forte progression de la gestion zérophyto depuis 2012. Des effets importants sur la biodiversité et la santé sont escomptables. Le taux de renseignement a fortement progressé mais n'est pas encore complet. Les Yvelines sont en retard concernant la réponse au questionnaire.
2 3	Carence en espaces verts	La carence en espaces verts concerne majoritairement Paris et la petite couronne mais aussi la grande couronne dans une proportion non négligeable. Le suivi du plan vert permettra de suivre l'évolution de l'indicateur.
2 4	Analyse fonctionnelle des espaces ouverts	Indicateur peu pertinent. Huit territoires ont appliqué l'analyse dont la moitié seulement de manière exhaustive. Les autres ne reprenant que le volet agricole (3 territoires) ou s'inspirant de la démarche (1 territoire).
2 6	Ecojardin	Evolution très favorable de l'indicateur. Progression continue du nombre de sites labellisés malgré un fort ralentissement depuis 2016 suite à un pic exceptionnel en 2015.
2 7	Certification FSC et PEFC	Indicateur peu pertinent. La pertinence des labels ne faisant pas l'unanimité.
3 1	Chartes forestières	Dynamique assez poussive à l'échelle de la région. Une charte inactive sur les 4 recensées.

## Suivi du SRCE

3 2	Taux d'imperméabilisation	Progression de l'artificialisation : le taux d'imperméabilisation de la région est passé entre 2012 et 2017 de 14,65 à 14,81%
3 3	Agriculture biologique	La progression de l'agriculture biologique se poursuit sur une dynamique très positive (+ 30,5% en 2018 soit + 4 626 ha). Les conversions à l'AB touchent désormais tous les types de productions et non plus surtout les céréalières).
3 5	Connexions F et C	31 secteurs sur 69 (45%) des connexions multitrames ont fait l'objet d'une artificialisation plus ou moins forte. 10% des connexions entre la forêt et les grands cours d'eau ont fait l'objet d'une artificialisation
3 7	Renaturation des berges	Dynamique assez faible à ce sujet avec des secteurs très actifs. 17 535 m de berges renaturées depuis 2014. Ce chiffre reste très modeste d'autant plus que l'on ignore les zones qui ont été dégradées.
4 0	Rencontres inter-régionales	3 réunions effectuées
4 1	Composantes TVB des SRCE voisins	Assez bonne cohérence graphique des composantes entre SRCE. La synthèse des SRCE reste cependant partielle en raison de la multiplicité des méthodes de calculs et de représentation retenus entre les différents SRCE. Les continuités alluviales restent les plus cohérentes en raison de leur localisation aisée.
4 4	Plan d'action stratégique (objectifs chiffrés, nombre d'actions engagées)	Le taux de réalisation des actions reste très faible (inférieur à 20%) sauf pour les outils ou il atteint environ 40%.
4 6	Couverture des enjeux relatifs à la biodiversité par les composantes de la TVB	Sur la base de l'alerte flore du CBNBP : Très bonne couverture des enjeux flore par les réservoirs de biodiversité. Espèces protégées ou espèces protégées et menacées : 94,6% des polygones au sein des réservoirs de biodiversité. Espèces menacées : 85,7% au sein des réservoirs.
4 8	Population	Indicateur peu pertinent. Augmentation continue de la population francilienne : + 1,53 % depuis 2013.
4 9	Nombre de réunions CRTVB (DEB)	Réunion de 2011 à 2015 uniquement.

## Suivi du SRCE

N°	Nom abrégé	Evolution	Niveau d'impact
3	Superficie des réservoirs de biodiversité	positif	fort
8	Prise en compte du SRCE dans les DUL	positif	fort
12	Potentiel d'extension du Sdrif	positif	fort
22	Zéro phyto communes	positif	fort
33	Agriculture biologique	positif	fort
5	Formation au SRCE	positif	faible
6	Dispositif d'accompagnement des SRCE (guides, action de formation...)	positif	faible
7	Etat d'avancement des DUL	positif	faible
26	Ecojardin	positif	faible
37	Renaturation des berges	positif	faible
9	Suivi des espèces de cohérence TVB	négalif	fort
14	Part de la consommation touchant les composantes de la TVB	négalif	fort
32	Taux d'imperméabilisation	négalif	fort
35	Connexions F et C	négalif	fort
41	Composantes TVB des SRCE voisins	positif	non significatif
46	Couverture des enjeux relatifs à la biodiversité par les composantes de la TVB	positif	non significatif
44	Plan d'action stratégique (objectifs chiffrés, nombre d'actions engagées)	négalif	non significatif
4	Eaux de surface et souterraines	non significatif	non significatif
18	Etat d'avancement des SAGE	non significatif	non significatif
23	Carence en espaces verts	non significatif	non significatif
24	Analyse fonctionnelle des espaces ouverts	non significatif	non significatif
27	Certification FSC et PEFC	non significatif	non significatif
31	Chartes forestières	non significatif	non significatif
40	Rencontres inter-régionales	non significatif	non significatif
48	Population	non significatif	non significatif
49	Nombre de réunions CRTVB (DEB)	non significatif	non significatif

En conclusion on constate que :

- 5 indicateurs évoluent positivement avec un impact fort sur la biodiversité,
- 5 indicateurs évoluent positivement avec faible impact attendu sur la biodiversité,
- 4 indicateurs évoluent défavorablement avec un fort impact négatif attendu sur la biodiversité,
- 12 indicateurs peuvent être considérés comme non significatifs.

Certains indicateurs attestent de dynamiques contradictoires comme par exemple une légère augmentation de la surface des réservoirs de biodiversité associée à une consommation d'espace au sein de ces derniers par l'urbanisation.

## Pistes de travail pour l'évaluation

On peut considérer que le suivi du SRCE est composé d'un bouquet d'indicateurs très spécialisés (c'est-à-dire qui illustrent un thème précis, ponctuels) et de deux indicateurs qui avaient pour vocation d'apporter un éclairage plus large. Ces deux indicateurs sont d'une part le suivi de l'avancement du plan d'action et d'autre part l'évaluation de la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme locaux. Si ce dernier indicateur a été renseigné de façon satisfaisante, le renseignement très partiel de l'indicateur relatif à l'avancement du plan d'action constitue un point faible pour le travail d'évaluation. Nous ne sommes pas encore en mesure de rendre compte clairement des actions qui ont été engagées et de celles qui restent à mettre en place.

**Dans ce contexte il semble primordial de compléter au mieux les données manquantes dans le temps restant avant le rendu de l'évaluation.**

Un biais qui a été identifié dès le départ et pour lequel il n'y a pas de parade consiste dans le fait que si le travail de suivi a permis d'identifier les actions favorables qui ont été déployées, **seuls trois indicateurs permettent d'identifier les dégradations ou actions défavorables à la TVB**. Il s'agit de l'indicateur relatif à l'urbanisation au sein des composantes de la TVB (N° 14), de celui relatif au taux d'imperméabilisation moyen de la région (N°32) et celui relatif aux connexions F et C (N°35). On peut dire par exemple qu'environ 17 km de berges ont été renaturées mais on ignore le linéaire qui a souffert d'une artificialisation dans le même pas de temps. Il en va de même pour les obstacles sur les cours d'eau. Cet indicateur n'a pas été renseigné et même si il est complété d'ici l'évaluation nous ne serons pas en mesure de prendre en compte les éventuels nouveaux obstacles créés.

**L'évaluation aura maintenant pour but de déterminer la part de responsabilité qui peut être attribuée au SRCE dans l'évolution constatée sur le territoire.**

# Fiches indicateurs

03	<b>SUPERFICIE DES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE</b>
	<b>AXE : Objectif principal</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

## DEFINITION

Evolution de la superficie des réservoirs de biodiversité.

## SOURCE(S)

Source(s) de la donnée : INPN, SDAGE, MOS

Date de référence : INPN : 2018 ; SDAGE : 2011 ; MOS : 2017

## METHODOLOGIE / DESCRIPTION

Mise à jour de la superficie totale des réservoirs de biodiversité. Les zonages retenus comme réservoir de biodiversité sont les suivants : réserves naturelles régionales et nationales, réserves biologiques dirigées et intégrales, arrêtés préfectoraux de protection de biotope, Znieff1 et 2, Natura2000, réservoirs biologiques du SDAGE.

La surface des réservoirs a été recalculée pour la T0 afin de disposer de la même méthodologie, car les couches cartographiques utilisées pour le SRCE ne sont pas reproductibles (BD carto indisponible à l'IAU). L'ensemble des milieux urbains (MOS >10) a été retiré des réservoirs pour obtenir une méthodologie semblable à celle employée pour le SRCE.

## MODE DE REPRESENTATION

Cartographie et valeur

## LIMITES ET INTERPRETATION

La trame verte et bleue sera d'autant plus fonctionnelle que les réservoirs de biodiversité seront étendus, nombreux et interconnectés. L'objectif est donc une augmentation de la surface des réservoirs de biodiversité.

Une diminution de la surface et/ou du nombre de réservoirs de biodiversité pourrait dans certains cas être interprétée comme une dégradation de la qualité des milieux mais l'évolution de l'indicateur reflète plutôt une meilleure connaissance (effort de prospection) qu'une évolution de l'état écologique.

Cependant, une augmentation ne veut pas nécessairement dire qu'il y a *plus* de réservoirs qu'avant, mais qu'ils sont plus nombreux à avoir été identifiés (dispositif ZNIEFF notamment).

## RESULTAT

Entre 2012 et 2018, la superficie en réservoirs de biodiversité a augmenté de 3,7 %.

2012 : 252646 ha ; 2018 : 262167 ha

Nous avons perdu environ 20 000 ha et gagné 30 000 ha, pour un gain net total de 9521 ha. Ces modifications s'expliquent à 97,5% par des classements et déclassements de ZNIEFF (92% pour les ZNIEFF 2 et 5,5% pour les ZNIEFF 1). Les 2,5% restant de pertes sont dues à l'artificialisation au sein des grandes ZPS et ZNIEFF 2 (535 hectares). Les principales surfaces perdues liées à des déclassements de ZNIEFF2 sont celles des vallées du département de l'Essonne (Essonne, Juine, Renarde, Orge, Yvette, Bièvre) et des abords des massifs de Fontainebleau et de Nanteau. Les gains de réservoir de biodiversité s'expliquent à 94% par la création de grandes ZNIEFF de type 2, en particulier dans le nord des Yvelines vient nettement compenser ces déclassements (Plateau du Grand Mantois et Vallée du Sausseron ; plateau de l'arrière pays mantois ; plateau de Longnes, etc), ainsi que celle du Petit Morin et celle de la forêt de Dourdan. La création de ZNIEFF de type 1 explique les 6% restants. Le pourcentage des réservoirs de biodiversité par type de désignation a évolué entre 2012 et 2018 principalement pour les ZNIEFF. La somme n'est pas égale à 100 car de nombreux espaces cumulent plusieurs désignations.

	zsic	zps	Znieff2	Znieff1	SDAGE	RNN	APB	RNR	RBD
2012	15,94	37,40	81,76	21,73	3,79	0,46	0,70	0,37	0,41
2018	15,31	33,69	75,73	27,03	3,79	0,48	0,73	0,39	0,72



04	EAU DE SURFACE ET SOUTERRAINES
	AXE : Objectif principal
	TYPE D'INDICATEUR : Résultat

## DEFINITION

Etat écologique des cours d'eau et des masses d'eau souterraines.

## SOURCE(S)

Organisme producteur de la donnée : AESN, Drieu

Source(s) de la donnée : Etat des lieux (EDL) - Donnée au 18/09/2017

## METHODOLOGIE / DESCRIPTION

Utilisation du l'indicateur tel que livré par l'organisme producteur.

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) impose un objectif d'atteinte du bon état ou du bon potentiel pour les masses d'eau en 2015. Le bon état des masses d'eau de superficie s'évalue selon les règles définies par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié. L'état écologique résulte de l'agrégation de 3 volets : biologie, physico-chimie et polluants spécifiques.

Classes considérées pour l'état écologique des eaux de surface : moyen, bon, très bon (regroupement) / médiocre / mauvais.

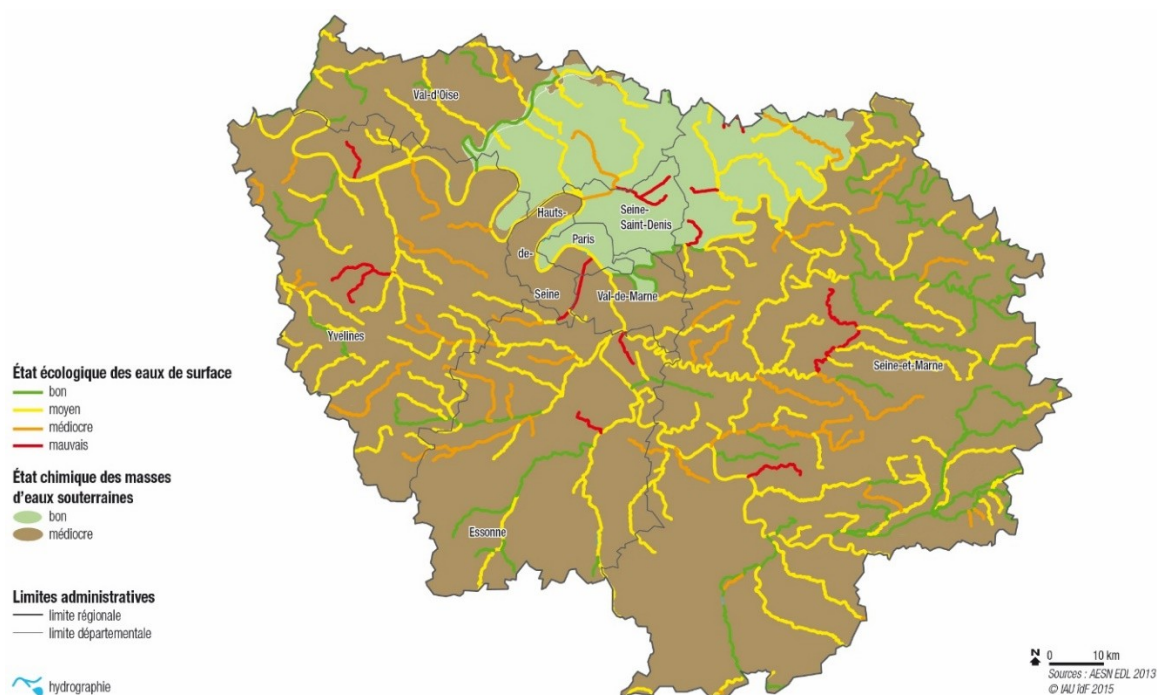
Etat chimique des masses d'eau souterraines : bon, médiocre.

Identification des cours d'eau risquant un déficit en cas de surexploitation locale des eaux souterraines.

## LIMITES ET INTERPRETATION

L'objectif est une amélioration de la qualité des masses d'eau de surface et souterraines.

## RESULTAT ET COMMENTAIRES



<b>05</b>	<b>FORMATION AU SRCE</b>
	<b>AXE : Objectif principal</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

#### DEFINITION

Nombre d'actions de communication / sensibilisation / formation sur les enjeux du SRCE par année.

#### SOURCE(S)

Organisme producteur de la donnée : Driee

Source(s) de la donnée : inventaire Driee - 17 juillet 2018

#### METHODOLOGIE / DESCRIPTION

Mentionner si possible les destinataires des formations.

#### LIMITES ET INTERPRETATION

Limites de l'indicateur : risque fort de non exhaustivité.

Il est par ailleurs difficile d'établir un seuil à partir duquel il est possible de considérer que l'objectif de formation au SRCE est atteint. Il faudra donc faire une analyse qualitative des données récoltées.

#### RESULTAT

JMB : depuis oct 2013 auxquelles la DRIEE a participé, nombre de présentation du SRCE au sein de réunions ou de formations tous thèmes confondus : 7 en 2013, 23 en 2014, 9 en 2015, 14 en 2016 y compris rencontres de Natureparif

A compléter par Natureparif (je tiens une liste à jours des présentations que je fais).

#### 1/un plan de formation établi en 2013

Préalablement à l'adoption du SRCE, le CRIF et la DRIEE avaient décidé la mise en place d'un « plan de formation » à destination des acteurs du territoire dans le but de présenter le SRCE et d'en faciliter la mise en œuvre.

Dans ce but un programme de formation a été établi par Natureparif dès 2013 pour accompagner l'adoption du SRCE (cf schéma général formation SRCE ci-dessous).

Cette organisation visait différents niveaux.

Niveau	Objectif à l'issue de la formation	Participants pressentis
1/« expert » = pilotes et experts du schéma	être en capacité de répondre aux questions de toutes natures à toutes les échelles au sein d'une communauté d'experts.	DRIEE, Région, Natureparif, IAU
2/« Confirmé » = animateurs du schéma	être en capacité d'expliquer le SRCE et d'animer le travail d'adaptation aux échelles infra.	Région, Natureparif, DRIEE, DRIAAF, CVRH, CNFPT, ATEN, DDT, AEV, PNRs, CGx, CAUE, APUR, ATEN, ETD
3/« Informé » = acteurs du schéma	être en capacité de comprendre la démarche et les outils SRCE et d'engager le travail d'adaptation et d'appropriation aux échelles infra.	Agents des collectivités infra-régionales, DIRIF
4/« sensibilisé » = autres publics	être informés de la démarche SRCE, du cadre réglementaire et de l'existence des différents outils et interlocuteurs	agents des collectivités infra-régionales, autres acteurs regroupés thématiquement.

#### 2/calendrier des formations tenues/SRCE IF

date	Niveau /thème	participants	observations
------	---------------	--------------	--------------

10/06/13	1/module 1	DRIEE, CRIF, Natureparif, IAU (~20)	
15/11/13	1/module 2	DRIEE, CRIF, Natureparif, IAU (~20)	
11/02/14	2-3/Zone dense/PPC (75, 92, 93, 94)	~80	A Pantin (93), en lien avec CNFPT
06/03/14	2-3/Départements des Yvelines (78)	~80	Dans le dpt, en lien avec CNFPT et le CD
10/03/14	2-3/Département de l'Essonne (91)	~80	Dans le dpt, en lien avec CNFPT et le CD
18/06/14	2-3/Département du Val d'Oise (95)	~80	Dans le dpt, en lien avec CNFPT et le CD
23/09/14	2-3/Département de Seine et Marne (77)	~80	Dans le dpt, en lien avec CNFPT et le CD
05/06/15	3/SRCE et doc d'urba	Collectivités (~80)	
15/06/15	3/SRCE et doc d'urba	BE + collectivités (~50)	Seulement 5 BE
28/01/16	4/Rencontre Natureparif/continuités en milieu urbain dense	Tous publics, halle Pajol (>150)	
07/06/16	4/Rencontre Natureparif/perméabilité au vivant des infrastructures de transport	Tous publics, halle Pajol (>100)	Grève de train ce jour-là participation réduite...
30/05/17	4/Rencontre Natureparif/continuités écologiques et cours d'eau	Tous publics, grand amphi préfecture IF (>150)	
	Jmb/tableaux et chiffres à valider/ARB		

### 3/autres formations en IF/DRIEE

- 13-14 novembre 2012, DRIEE-CVRH Paris => sensibilisation aux enjeux de la nature en ville (~20 participants)
- 4 et 5 juin 2013, DRIEE-CVRH de Paris => sensibilisation aux enjeux de la nature en ville (~15 participants)
- 21-23 novembre 2016, DRIEE-CNFPT Paris => élaboration et mise en œuvre d'une TVB (~20 participants)

### 4/interventions et présentations de la DRIEE

année	Nombre	Formations ou public	observations
2012	>8	Correspondants DRIEE, Paris 4 Sorbonne	Période d'élaboration du SRCE, essentiellement de l'information en dehors ou en complément des réunions techniques liées à l'élaboration
2013	~20	Services de l'État, EP, correspondants, com enquêteurs...	Fin de l'élaboration du SRCE, essentiellement des partenaires de la DRIEE et du CRIF
2014	~22	idem	1ère année de mise en œuvre, information des partenaires...
2015	~10	idem+IFORE+CVRH	Moins de demandes des partenaires, participation à des cycles organisés
2016	~12	idem	idem
2017	~11	idem	idem
mi-2018	1	master 2 bioterre Paris 1	Nette réduction de la demande d'intervention (1 seule au 1er sem)

### De 2010 à 2013 : échanges informations

Pendant la période d'élaboration du SRCE, pas de formations spécifiques mais des présentations dans un but d'échanges et d'information. Cette période fait également l'objet de nombreuses réunions organisées dans le cadre de l'élaboration du schéma à destination des divers groupes d'acteurs ou de territoire essentiellement dans un but d'information et d'association pour recueillir leurs observations ou partager des données pour établir le schéma.

Pm : 1 séminaire de lancement et 1 séminaire de clôture, 2x7 ateliers thématiques, 10 réunions territoriales, de nombreuses réunions techniques...

### Fin 2013-2014 : un plan de formation

L'adoption du schéma en octobre 2013 s'est accompagnée d'un plan de formation établi et conduit par Natureparif pour faire faire connaître le schéma et faciliter sa mise en œuvre. Ce plan de formation était organisé en plusieurs niveaux complémentaires : « experts », « animateurs », « acteurs » et « informés ».

Les journées de formation de niveaux experts ont été bien suivies permettant aux correspondants du CRIF, de la DRIEE, de l'IAU et de Natureparif d'acquérir un bon niveau de compréhension générale du schéma et de sa mise en œuvre en complément de leur propre niveau d'expertise technique chacun dans son domaine.

Les 5 journées techniques sur le SRCE qui se sont tenues à Pantin pour Paris et la petite couronne et dans les 4 départements de la grande couronne, avaient en définitive plus un format d'information que de formation. Elles étaient très attendues et largement suivies en réunissant près de 400 personnes au total.

Au cours de cette période le CRIF, la DRIEE et Natureparif ont également été très sollicités pour des présentations et de l'information plus ponctuelles par différents organismes.

### A partir de 2015 : une formation à la demande et plus ciblée

Les formations/informations organisées à partir de 2015 toujours par Natureparif, ont un caractère plus ciblé soit à destination d'un public précis par exemple les journées sur les documents d'urbanisme à destination des collectivités et des bureaux d'études. Si ces journées sont bien suivies, le public est en définitive assez varié et seulement 5 bureaux d'études assisteront à la session qui leur était destinée. C'est regrettable quand on constate la faiblesse de très nombreuses études TVB depuis l'adoption du schéma.

Natureparif complète ces formations en inscrivant la trame verte et bleue comme thème de ses « rencontres » : TVB et zone dense, TVB et infrastructures, TVB et milieux aquatiques. Ces rencontres sont ouvertes à un large public des décideurs aux associations. Elles sont largement suivies.

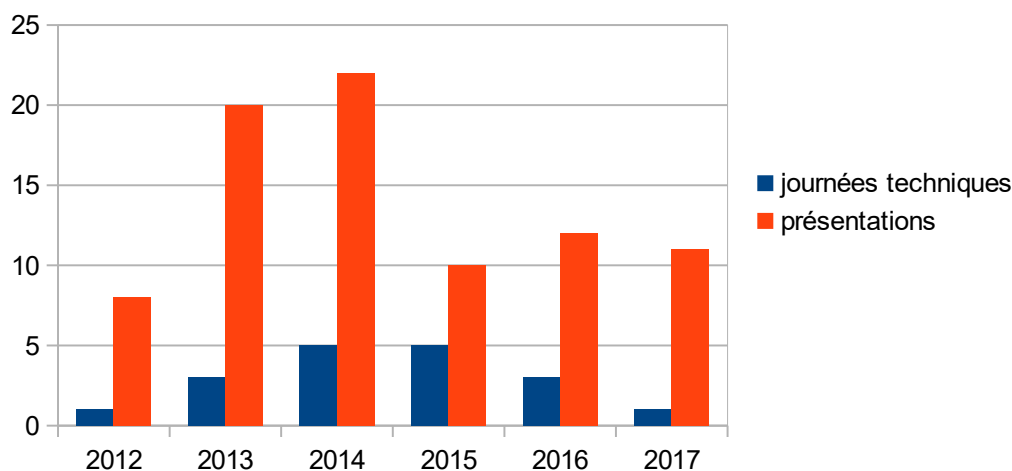
Pendant cette période les demandes de présentations sont également nombreuses mais on constate un tassement avec le temps.

### Conclusion

- organiser et proposer une offre de formation sans ne pas attendre les demandes,
- maintenir et renouveler cette offre au fur et à mesure de l'avancement des actions pour tenir compte du renouvellement des équipes, des nouveautés réglementaires et des adaptations budgétaires, profiter des retours d'expérience, ...

### à compléter/formation et commentaires

formations/informations dédiées à la TVB en IDF



jmb/je trouve que la représentation nombre de journées et nombre de présentation est plus parlant qu'une présentation du nombre de personnes formées avec un pic à 400 personnes en 2014

jmb/ question à tous : faut-il et si oui où évoquer le « club infra » et le réseau TVB des services de l'État et de ses EP ? Ce n'est pas exactement de la formation plutôt de l'animation...



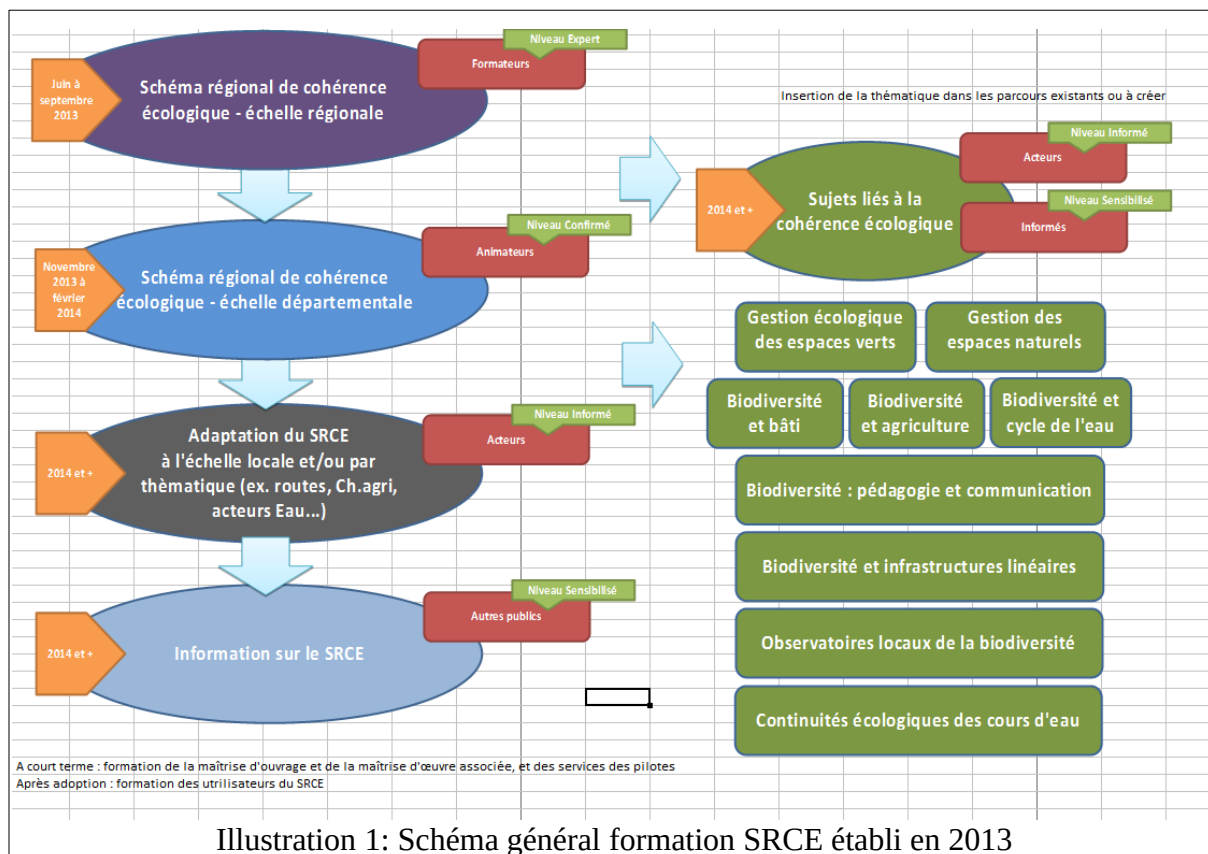


Illustration 1: Schéma général formation SRCE établi en 2013

06	GUIDES SRCE
	AXE : Objectif principal
	TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre

## DEFINITION

Nombre de supports de communication et de vulgarisation sur le SRCE.

## SOURCE(S)

Organisme producteur de la donnée : Drie

Source(s) de la donnée : divers

Date de référence : 18 janvier 2018

## METHODOLOGIE / DESCRIPTION

Elaboration de la liste des documents de vulgarisation produits depuis l'adoption du SRCE. Veiller à renseigner la date de parution pour chaque support.

## LIMITES ET INTERPRETATION

Il s'agira de voir si les guides initialement prévus ont bien été publiés.

## RESULTAT ET COMMENTAIRE

### Les documents produits sont les suivants :

Plaquette de d'information sur l'adoption du SRCE IF, 2013, 4p

Prendre en compte le SRCE francilien dans les documents d'urbanisme – recommandations et recueil d'expériences, Robin Chalot, Natureparif, mai 2015, 144 p

Guide de lecture du schéma régional de cohérence écologique d'Île de France, Conseil régional d'IF, Natureparif, DRIEE, 2015, 48 p

Mise en œuvre du SRCE, cahier des charges des études trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, principes et termes de référence, ADAGE Environnement, DRIEE, 2015, 40 p

Les Continuités écologiques : approches complémentaires du SDRIF et du SRCE, Note rapide de l'IUA IF n°705, 2015, 4 p



Le plan d'action recommandait l'élaboration des plusieurs guides et documents techniques à destination des partenaires, des spécialistes au grand public. Ces trois documents répondent à cette orientation.

La plaquette d'information avait pour but d'annoncer l'adoption du SRCE, d'en préciser rapidement le contenu et la portée, et d'indiquer où trouver l'information.

Tirage : plusieurs milliers d'exemplaires. Diffusion notamment à toutes les collectivités d'IF, etc.

Le guide « Prendre en compte le SRCE francilien dans les documents d'urbanisme – recommandations et recueil d'expériences » complète la littérature existante à partir d'exemple et de situations franciliennes. Il s'accompagne d'une grille de lecture utilisable d'une part, par la collectivité et les bureaux d'études pour élaborer les documents d'urbanisme et d'autre part, par les services en charges de l'instruction des dossiers pour les aider dans la lecture des dossiers.

Tirage ? nc Cf Jonathan Flandin ?

Diffusion : formations, rencontres, mise en ligne, clé USB, service de l'Etat, etc.

Le « guide de lecture » répond notamment à une demande du CSRPN qui considérait que le SRCE était un document complexe dont il fallait faciliter la compréhension pour en favoriser sa mise en œuvre.

Tirage : 4000 exemplaires (à vérifier jmb reçu 2000 exemplaires),

Diffusion : formations, rencontres, mise en ligne, clé USB/SRCE, toutes les collectivités d'IF (com., EPCI, CD), services de l'Etat, etc.

Le « cahier des charges des études TVB » a été élaboré suite au constat que notamment les collectivités mais aussi les bureaux d'études avaient des difficultés pour établir le contenu des études en matière de TVB.

Tirage : 4000 exemplaires (à vérifier jmb reçu 2000 exemplaires),

Diffusion : formations, rencontres, mise en ligne, clé USB/SRCE, toutes les collectivités d'IF (com., EPCI, CD), services de l'Etat, etc.

La note rapide de l'IAU consacrée aux continuités écologiques a pour but principal de montrer la cohérence et la complémentarité du schéma directeur de la région IF avec le SRCE pour éviter l'erreur d'interprétation qui consiste à hiérarchiser voire opposer les deux documents.

Tirage : nc

Diffusion : mise en ligne, clé USD/SRCE, etc.

Chacun de ces documents a été largement diffusé à l'échelle de la région à la fois sous forme papier et au format électronique notamment sur le site internet de la DRIEE IF, de l'ARB/Natureparif et du centre de ressources TVB.



07	<b>ETAT D'AVANCEMENT DES DOCUMENTS D'URBANISME LOCAUX</b>
	<b>AXE : Objectif principal</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Etat d'avancement des documents d'urbanisme locaux.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : IAU

Source(s) de la donnée : IAU – mise à jour avril 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Cet indicateur informe du nombre de documents d'urbanisme locaux susceptibles de prendre en compte le SRCE car mis en révision à partir du 20 octobre 2013.

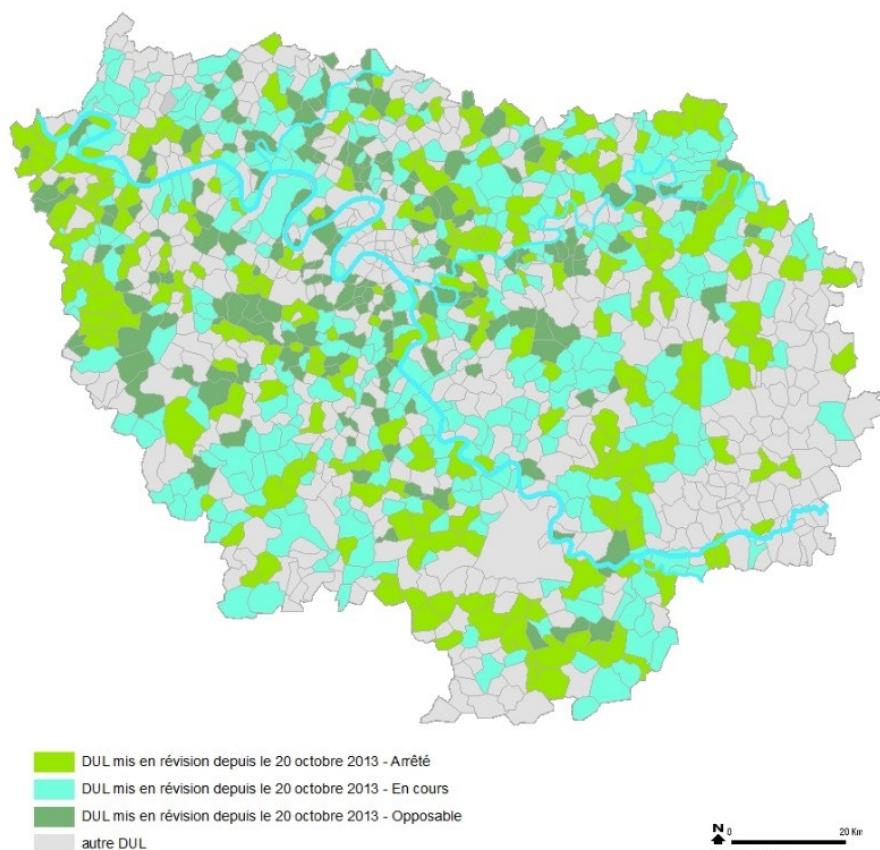
**MODE DE REPRESENTATION**

Cartographie

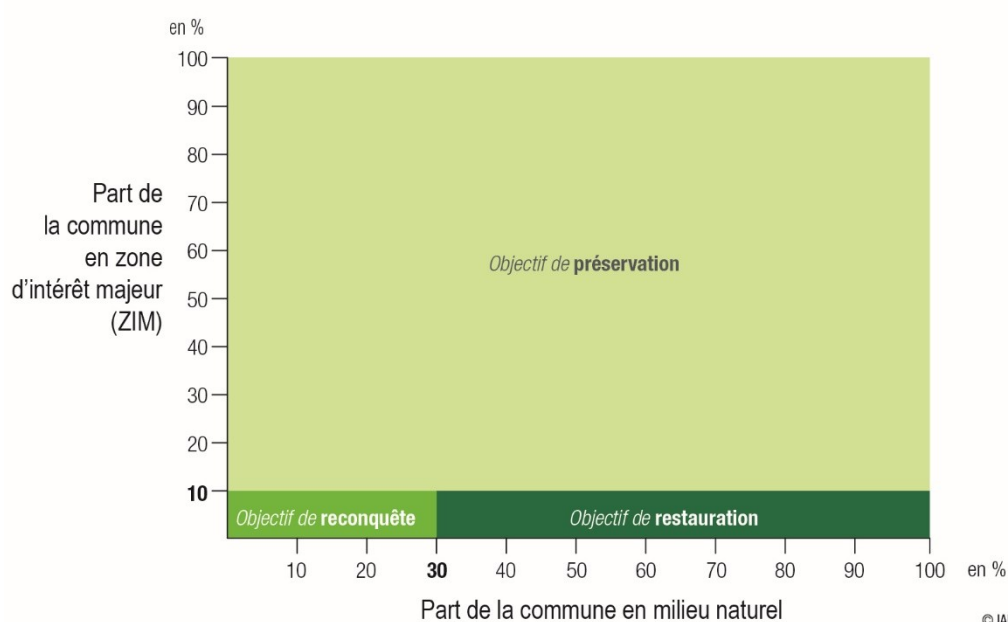
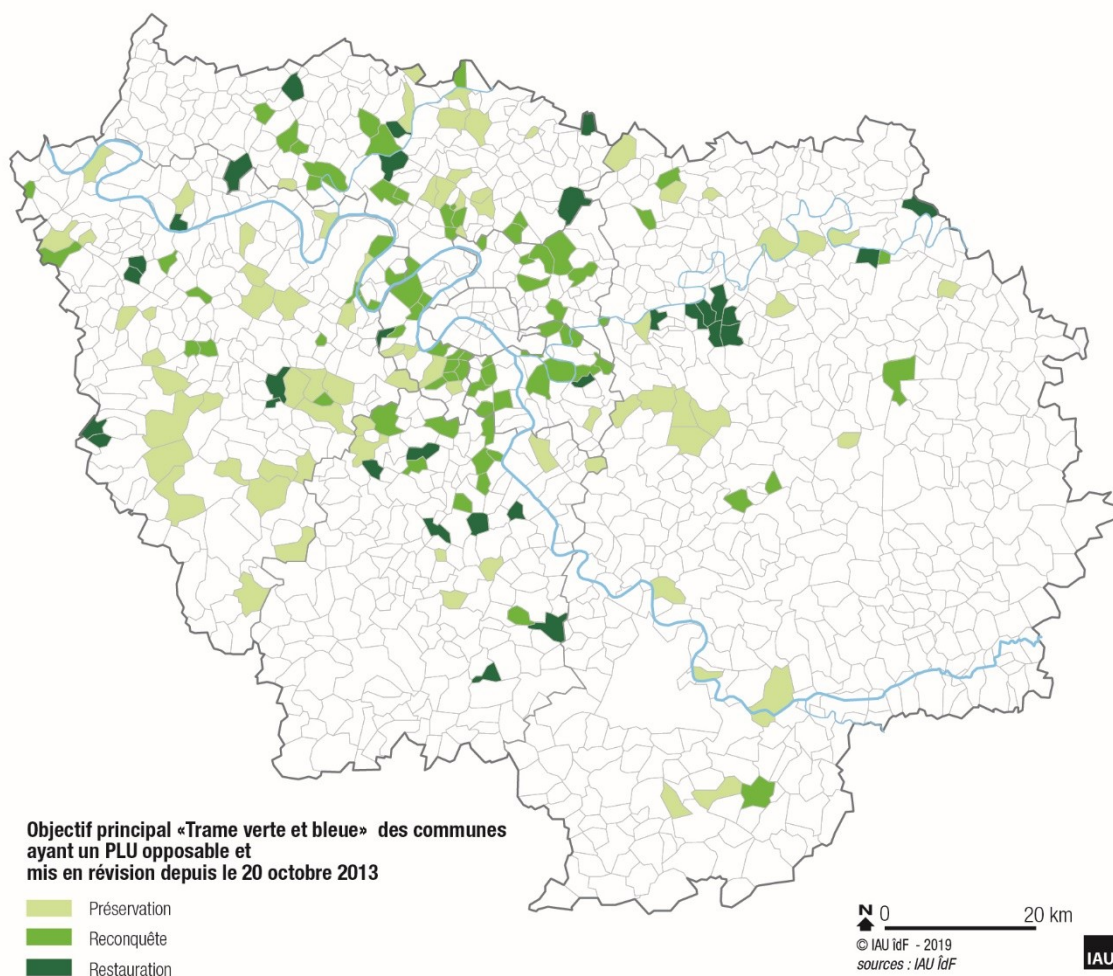
**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

En avril 2018 on comptabilise un total de 148 PLU sont opposables censés prendre en compte le SRCE.

[7] Etat d'avancement des DUL



## ENJEUX «TRAME VERTE ET BLEUE» DES PLU OPPOSABLES



08	<b>PRISE EN COMPTE DU SRCE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME</b>
	<b>AXE : Objectif principal</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**Le suivi de la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme locaux a fait l'objet d'une étude à part entière à l'IAU. Le rapport complet se trouve en annexe du présent document.**

**Et voici les principales conclusions :**

On retiendra que la mise en œuvre du SRCE francilien est relativement bonne et qu'elle s'améliore au fil du temps bien que des difficultés persistent en cœur d'agglomération. Ce bon niveau de prise en compte est assez étonnant au vu des réserves importantes qui ont été révélées lors des entretiens. Le SRCE est en effet décrit comme un document trop dense, trop technique et dépourvu d'aspect opérationnel. Le schéma est par ailleurs connu d'une minorité d'élus. Il ressort aussi que le SRCE n'est pas perçu comme un document de référence utilisable au quotidien pour traiter des problématiques de continuités écologiques. Il est utilisé presque exclusivement à l'occasion de la mise en place du PLU, et oublié ensuite.

Il semble par ailleurs que les thématiques de continuités écologiques et de biodiversité sont plus facilement portées par les élus si une demande de la population est exprimée sur ce point. L'ensemble des acteurs rencontrés font mention d'un changement des mentalités progressif sur les questions de trame verte et bleue. Les habitants se sentent de plus en plus concernés par la biodiversité et l'environnement. Les mentalités changent aussi progressivement du côté des élus car, bien qu'elle reste encore parfois perçue comme une contrainte pour l'aménagement, l'écologie n'est plus abordée comme une composante isolée : la préservation de la biodiversité est désormais mieux mise en lien avec d'autres enjeux comme la santé, la résilience climatique, le paysage, l'attractivité... Il serait donc judicieux de mieux mettre en avant l'aspect multifonctionnel de la trame verte et bleue au sein même du SRCE, *a fortiori* en région Ile-de-France, à l'instar des orientations du Sdrif.

La multiplicité des plans sectoriels régionaux reste un vrai casse-tête lors de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux. Il ressort notamment un manque de connaissance au sein des services techniques municipaux sur les voies et moyens mobilisables dans un PLU permettant de traduire les objectifs fixés par le SRCE. Il est donc essentiel de poursuivre l'animation autour de la mise en œuvre du SRCE auprès de l'ensemble des publics (élus, techniciens, bureaux d'études, habitants) mais cette animation devra s'accompagner en priorité d'une mise à jour du document dans une optique de simplification afin de le rendre lisible et opérationnel.

09	<b>SUIVI DES ESPECES DE COHERENCE TVB</b>
	<b>AXE : Objectif principal</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**DEFINITION**

Evolution en hectares de la superficie des réservoirs de biodiversité entre 2013 et 2018.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : ARB-idf

Source(s) de la donnée : INPN, DRIEE - mars 2019

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Cet indicateur a vocation à suivre l'évolution à l'échelle régionale des populations d'espèces « indicatrices » des continuités écologiques définies par le Muséum national d'Histoire naturelle durant la période de mise en œuvre du SRCE, soit 2013-2018.

Pour les oiseaux, les tendances issues du Suivi Temporel des Oiseaux Communs ont été utilisées pour certaines espèces communes, et une évaluation à dire d'expert basée sur nos connaissances pointues de l'avifaune régionale. Pour les mammifères, amphibiens, reptiles et odonates, les tendances ont été évaluées à dire d'expert sur la base des observations présentes dans la base de données en utilisant notamment l'abondance relative annuelle de ces espèces au sein de leur groupe taxonomique, et en s'appuyant sur la consultation de spécialistes : Pierre Rivallin – Société Herpétologique de France ; Thomas Bitsch – Société Odonatologique de France ; Vincent Vignon.

**MODE DE REPRESENTATION**

Chiffre et données texte.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

La validité d'un tel indicateur, sur une période très brève et pour des groupes taxonomiques ne faisant pas tous l'objet de suivis standardisés à l'échelle régionale, est très limitée. Cet indicateur ne doit pas être pris pour plus qu'il ne l'est : une évaluation à dire d'expert de la tendance des espèces de cohérence TVB sur une période courte. Pour certaines espèces, l'évaluation à dire d'expert est impossible du fait de la discrétion ou de la rareté des espèces. Dans ce cas, la tendance a été qualifiée d'inconnue.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

✓ 6% des espèces de cohérence nationale TVB sont en augmentation sur la période 2013-2018, sur un total de 19 espèces évaluées. Pour 6 d'entre elles, il apparaît totalement impossible aux experts de se prononcer sur leur évolution, trop dépendantes de l'acquisition des connaissances en cours.

La seule espèce dont les effectifs paraissent être en augmentation est la Chevêche d'Athéna. Cette évolution est particulièrement notable dans le bastion de l'espèce, l'ouest des Yvelines, où elle fait l'objet d'un recensement précis par l'association Atena 78. L'impression générale des observateurs est, selon les autres secteurs, à une stabilité ou à une augmentation des observations.

Chez les oiseaux, 4 espèces sont supposées stables sur cette période, malgré pour certaines un déclin global à plus long terme (Fauvette pitchou, Bouvreuil pivoine, Pouillot siffleur et Linotte mélodieuse), 4 espèces sont supposées en déclin (Fauvette babillarde, Pipit farlouse, Gobemouche noir).

Chez les mammifères, il est impossible d'évaluer l'état des populations du Murin de Bechstein, dont une étude vient seulement d'appréhender le mode de vie et la manière de dénombrer une population (Thèse de Laurent Tillon en forêt de Rambouillet). Il en va de même pour le Campagnol amphibie : si l'espèce a connu un fort déclin sur le long terme, il n'est pas possible d'être certain que celui-ci s'est poursuivi au cours des 5 dernières années ou si la tendance est en train de se stabiliser ou de s'inverser. On peut espérer qu'il s'agisse d'une espèce bénéficiant des réaménagements de rivière. Le Cerf élaphe est en déclin dans la plupart de ses populations franciliennes.

Parmi les 4 reptiles, trois semblent être en déclin. La Vipère péliade se raréfie dans ses bastions de la forêt de Sénart et de Notre Dame. Les Lézards des souches et la Coronelle lisse semblent également être en déclin, tandis que le Lézard vivipare serait plutôt stable.

Les populations de Sonneurs à ventre jaune sont globalement stables sur la période : celle du Petit Morin est en légère baisse quand celle du bois des Usages est stable voire en légère hausse.

Le suivi des Crapauds calamite sur le fort de Noisy-le-Grand indique une stabilité de la population et on peut estimer qu'il en va de même à l'échelle régionale, des habitats étant régulièrement perdus mais compensés par la création de carrières colonisées par l'espèce.

Les Tritons alpestres et crêté semblent globalement stables, quand le Triton ponctué semble poursuivre son déclin.

Il a été impossible de fournir une évaluation pour les deux espèces d'Othoptères, trop rares, et pour les deux espèces d'Odonates, trop rares pour être prises en comptes dans le Steli, et pour lesquelles une tendance sur les 5 dernières années semble impossible à évaluer.

Mammifères : 1 en déclin, 2 de tendances inconnues

Oiseaux : 4 stables, 3 en déclin, 1 en augmentation

Reptiles : 3 en déclin, 1 stable

Amphibiens : 4 stable, 1 en déclin

Insectes : 4 de tendances inconnues

12	<b>POTENTIEL D'EXTENSION DU SDRIF</b>
	<b>AXE : Consommation</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Part du potentiel d'extension offert au titre du Sdrif couvert par des projets en cours/programmés.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : IAU

Source(s) de la donnée : Mos 2017

Date de référence : 8 mars 2019

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Le potentiel d'extension offert au titre du Sdrif correspond à la somme des secteurs d'urbanisation conditionnelle et préférentielle, secteurs de développement à proximité des gares, agglomérations des pôles de centralité à conforter, extension modérée des Bourgs, villages et hameaux, auxquels sont soustraites les servitudes et contraintes fortes à l'urbanisation.

Servitudes et contraintes fortes à l'urbanisation : réserves naturelles nationales, réserves naturelles régionales, réserves biologiques intégrales et dirigées en forêt publique, arrêtés de protection de biotope, Natura 2000, forêts de protection, zones agricoles protégées (ZAP), zones de protection naturelle agricole et forestière (ZPNAF), périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP), sites classés, périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF) acquis, périmètre de protection immédiat des captages d'alimentation en eau potable, zones humides classe 1, zones inconstructibles plans de prévention des risques d'inondations (PPRI), plans de prévention des risques mouvement de terrain (PPRMT), plans de prévention des risques technologiques (PPRT) règlements + zones d'étude)), zones d'anciennes carrières souterraines, zones d'anciennes carrières souterraines, zone de protection de patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP), "fronts urbains d'intérêt régional" du Sdrif, espaces boisés (postes Mos 1 à 3), espaces naturels (postes Mos 4,5,11 et 12).

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

En première approche la cartographie semble indiquer un dépassement du potentiel d'extension accordé par le Sdrif sur une proportion non négligeable de communes. Cette "surconsommation" apparente est à relativiser. La plupart des communes qui ont outrepassé le potentiel SDRIF ont soit engagé leur consommation avant la date d'approbation du SDRIF, soit surconsommé très faiblement, de l'ordre de l'hectare. Par ailleurs, de nombreux cas de surconsommation concernent l'apparition d'espaces ouverts plus ou moins qualitatifs (golfs, surfaces engazonnées, etc), ce qui vient nuancer l'idée selon laquelle la surconsommation serait essentiellement liée à l'apparition de nouvelles constructions.

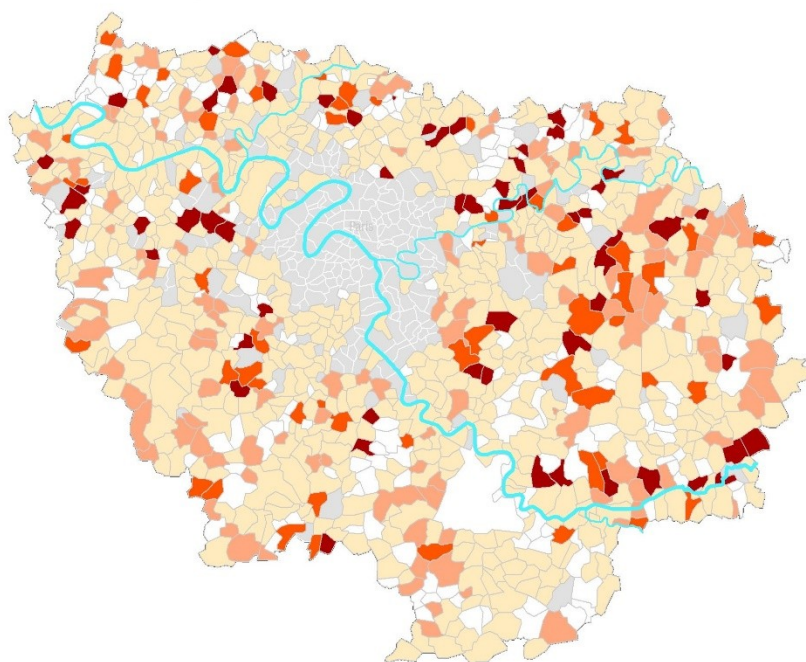
Cet état des lieux retrace la consommation d'espace entre juillet 2012 et juillet 2017. Cela prend donc aussi en compte les extensions réalisées avant l'approbation du SDRIF entre juillet 2012 et décembre 2013. Par conséquent, les tendances qui s'en dégagent peuvent exagérer le niveau d'utilisation du potentiel accordé par le SDRIF.

En substance, ce premier suivi de la mobilisation du potentiel d'extension accordé par le SDRIF fait état d'une dynamique générale plutôt vertueuse, cohérente vis-à-vis de la temporalité liée à la mise en œuvre du Schéma directeur.

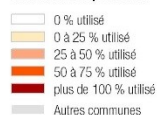
A noter que près de 50% des extensions se sont faites dans le 77 et 20% dans le 91.



## Niveau d'utilisation du potentiel d'extension urbaine en 2017 offert par le SDRIF à horizon 2030

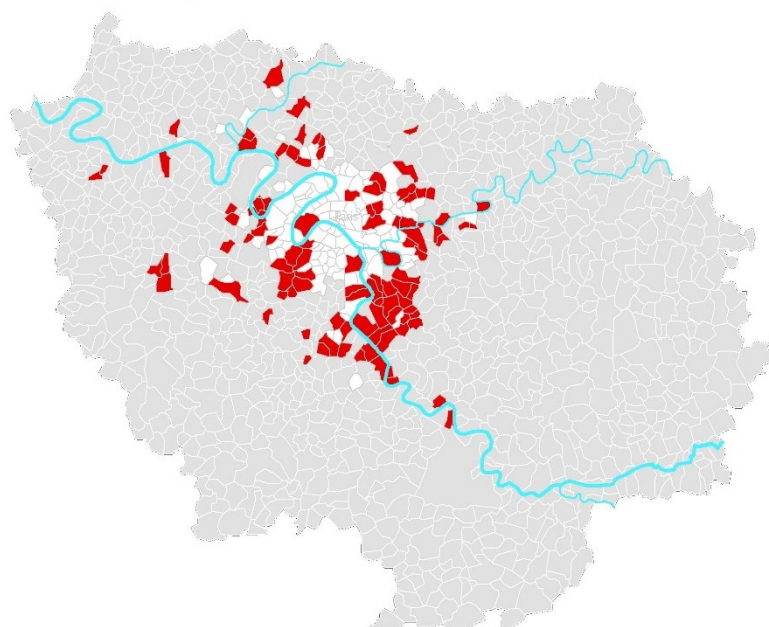


### Communes à potentiel

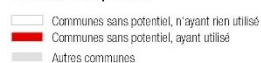


N 0 20Km  
© IAU idF 2018  
Sources : IAU idF Mos 2017

## Niveau d'utilisation du potentiel d'extension urbaine en 2017 offert par le SDRIF à horizon 2030



### Commune sans potentiel



N 0 20Km  
© IAU idF 2018  
Sources : IAU idF Mos 2017

14	<b>CONSOMMATION D'ESPACE EN LIEN AVEC LES COMPOSANTES TVB</b>
	<b>AXE : Fragmentation</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**DEFINITION**

Urbanisation touchant des éléments de la TVB tels que définis dans le SRCE.

Les éléments TVB sont :

- les réservoirs de biodiversité : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante.
- les corridors écologiques : Les corridors écologiques offrent aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements (dispersion et/ou migration) et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Ils correspondent aux axes préférentiels de déplacement empruntés par la faune et la flore. Ils assurent des connexions entre réservoirs de biodiversité.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : IAU

Source(s) de la donnée : Mos 2017

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Il s'agit du croisement SIG entre les zones nouvellement urbanisées depuis l'adoption du SRCE et les composantes de la TVB.

Cet indicateur renseigne sur l'intensité avec laquelle la consommation touche les différentes composantes de la TVB (corridors et réservoirs de biodiversité).

Pour les réservoirs de biodiversité : prendre simplement leur emprise.

Pour les corridors arborés et herbacés : prendre un espace tampon de 500 de part et d'autre du tracé.

NB : on ne traite pas les corridors calcaires ni les « liaisons reconnues pour leur intérêt écologique en milieu urbain »

Postes Mos à retenir :

**Espaces agricoles** : postes Mos 6 à 10

**Espaces boisés** : postes Mos 1 à 3

**Espaces naturels** : postes Mos 4, 5, 11 et 12

**Urbain** : autres postes Mos

**LIMITES ET INTERPRETATION**

Toute urbanisation en lien avec les composantes de la TVB constituera une fragilisation de cette dernière.

**ANNEE DE CALCUL**

Mos 2012 et 2017

**RESULTAT**

Réservoirs de biodiversité	2012 ha	2017 ha	Evolution (ha)	Progression relative
<b>Espaces agricoles</b>	45 336.4	45 141.9	-194.5	-0.4%
<b>Espaces boisés</b>	173 031.1	173 182.7	151.7	0.1%
<b>Espaces naturels</b>	18 223.1	18 045.9	-177.2	<b>-1.0%</b>
<b>Urbain</b>	13 664.2	13 884.2	220.1	<b>1.6%</b>

2012	2017 Espaces agricoles	2017 Espaces boisés	2017 Espaces naturels	2017 Urbain	Total 2017 ha
------	------------------------	---------------------	-----------------------	-------------	---------------



# Suivi du SRCE

Espaces agricoles	44 815	41	215	70	45 142
Espaces boisés	1	172 869	313	1	173 183
Espaces naturels	274	32	17 501	238	18 046
Urbain	246	89	194	13 356	13 884
Total 2012 ha	45 336	173 031	18 223	13 664	250 255

Surface perdue	Surface créée
----------------	---------------

2012	2017 Espaces agricoles	2017 Espaces boisés	2017 Espaces naturels	2017 Urbain	Total 2017 ha
<b>Espaces agricoles</b>		41	215	70	45 142
Espaces boisés	1				
Espaces naturels	274				
Urbain	246				
Total 2012 ha	45 336				

	2017 Espaces agricoles	2017 Espaces boisés	2017 Espaces naturels	2017 Urbain	Total 2017 ha
Espaces agricoles		41			
<b>Espaces boisés</b>	1		313	1	173 183
Espaces naturels		32			
Urbain		89			
Total 2012 ha		173 031			

2012	2017 Espaces agricoles	2017 Espaces boisés	2017 Espaces naturels	2017 Urbain	Total 2017 ha
Espaces agricoles			215		
Espaces boisés			313		
<b>Espaces naturels</b>	274	32		238	18 046
Urbain			194		
Total 2012 ha			18 223		

2012	2017 Espaces agricoles	2017 Espaces boisés	2017 Espaces naturels	2017 Urbain	Total 2017 ha
Espaces agricoles				70	
Espaces boisés				1	
Espaces naturels				238	
<b>Urbain</b>	246	89	194		13 884
Total 2012 ha				13 664	

	Corridors arborés 2012	Corridors arborés 2017	Evolution (ha)	Progression relative	Corridors herbacés 2012	Corridors herbacés 2017	Evolution (ha)	Progression relative
<b>Espaces agricoles</b>	101 430	101 128	-301	-0.3%	80 767	80 366	-401	-0.5%
<b>Espaces boisés</b>	142 790	142 954	164	0.1%	41 066	41 254	188	0.5%
<b>Espaces naturels</b>	11 619	11 317	-302	-2.6%	14 160	13 478	-682	-4.8%
<b>Urbain</b>	38 885	39 324	439	1.1%	49 748	50 644	896	1.8%

Pour les corridors écologiques tout comme pour les réservoirs de biodiversité on observe une disparition d'espaces agricoles et naturels majoritairement au profit de l'urbanisation et dans une moindre mesure au profit d'espaces boisés.

**Pour les réservoirs de biodiversité :**

**Recul de 1% des espaces naturels et progression de 1,6% de l'urbanisation.**

**Pour les corridors écologiques :**

Disparition d'espaces naturels et agricoles au profit de boisements (certainement issus de la fermeture naturelle des milieux) et de l'urbanisation.

**Pour les corridors arborés la disparition d'espaces agricoles et naturels se fait à 73% au profit de l'urbanisation et à 27% au profit de boisements. Recul de 2,6% des espaces naturels et progression de 1,1% de l'urbanisation.**

**Pour les corridors herbacés la disparition d'espaces agricoles et naturels se fait à 83% au profit de l'urbanisation et à 17% au profit de boisements. Recul de 4,8% des espaces naturels et progression de 1,8% de l'urbanisation.**

**Bilan global :**

**Avec une urbanisation totale de 1264,7 ha à l'échelle de la région sur la période 2012-2017 dont 679 ha situés au sein des réservoirs écologiques ou bien des corridors on constate de 53,7% de l'urbanisation se fait au sein de la TVB.**

18	SAGE
	AXE : Fragmentation
	TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre

**DEFINITION**

Etat d'avancement des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : MEDDE

Source(s) de la donnée : cartograph.eaufrance.fr - janvier 2016

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Les différents états d'avancement sont : non démarré, en cours d'élaboration, mise en œuvre, première révision.

Cet indicateur informe notamment sur la part du territoire non couverte par un SAGE.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

L'objectif est une augmentation de la couverture du territoire régional par le SAGE.

**ANNEE DE CALCUL**

2014 et T+6

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Date de validité : 28 avril 2017

**[18] Etat d'avancement des SAGE**

22	<b>ZERO PHYTO COMMUNES</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Communes engagées dans une démarche d'arrêt des pesticides dangereux pour l'environnement.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : ARB îdF

Source(s) de la donnée : ARB décembre 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Utilisation de l'indicateur tel que livré par l'ARB îdF suite à son enquête.

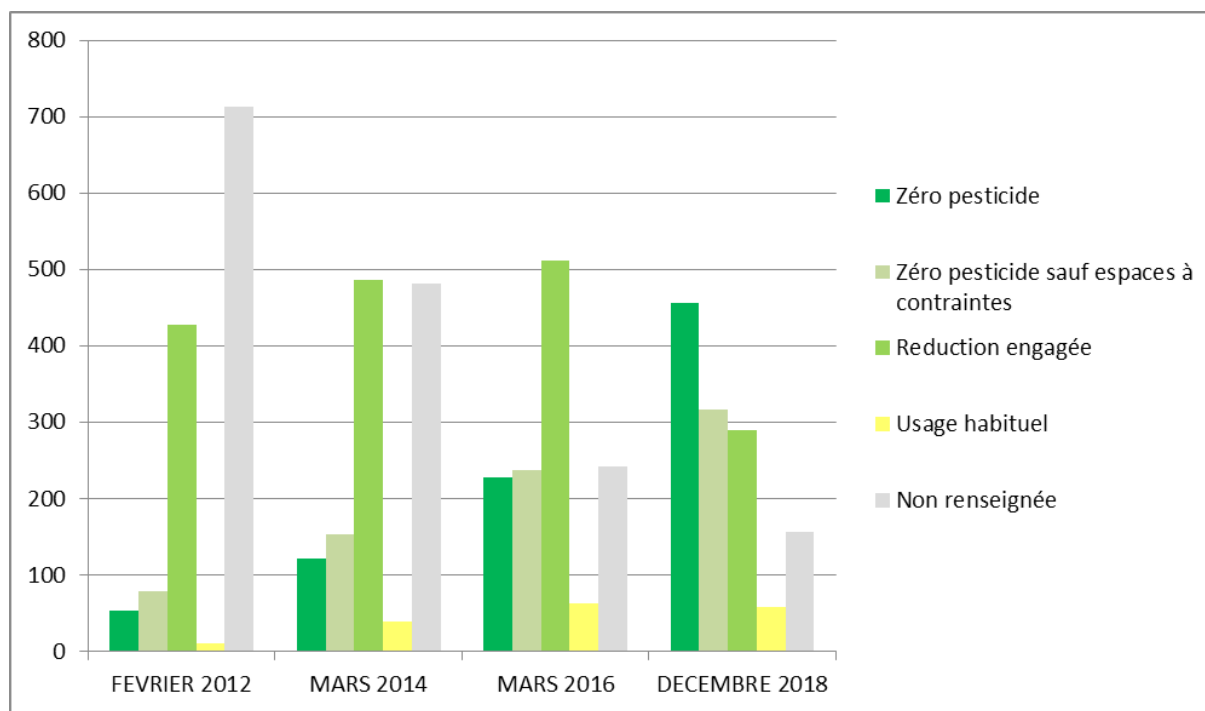
Les catégories sont : zéro pesticide, zéro pesticide sauf espaces à contraintes, réduction engagée, usage habituel, information non renseignée.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

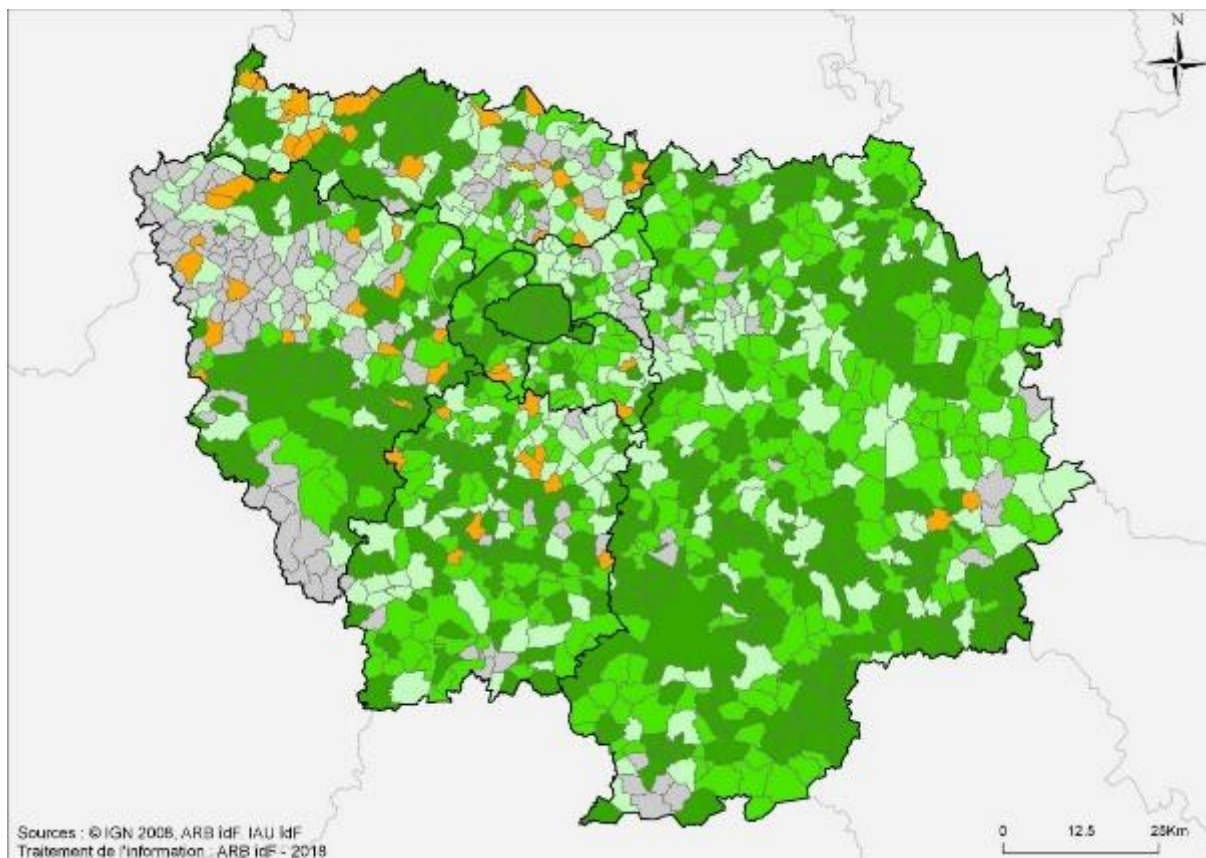
Le taux de réponse n'est pas encore de 100% mais il augmente d'année en année.

L'indicateur est cependant considéré comme très fiable.

L'objectif est une absence totale de l'utilisation des pesticides dangereux pour l'environnement sur les espaces (voirie, espaces verts, terrains de sports et cimetières) dont les collectivités franciliennes ont la gestion directe (en régie) ou indirect (via une sous-traitance).

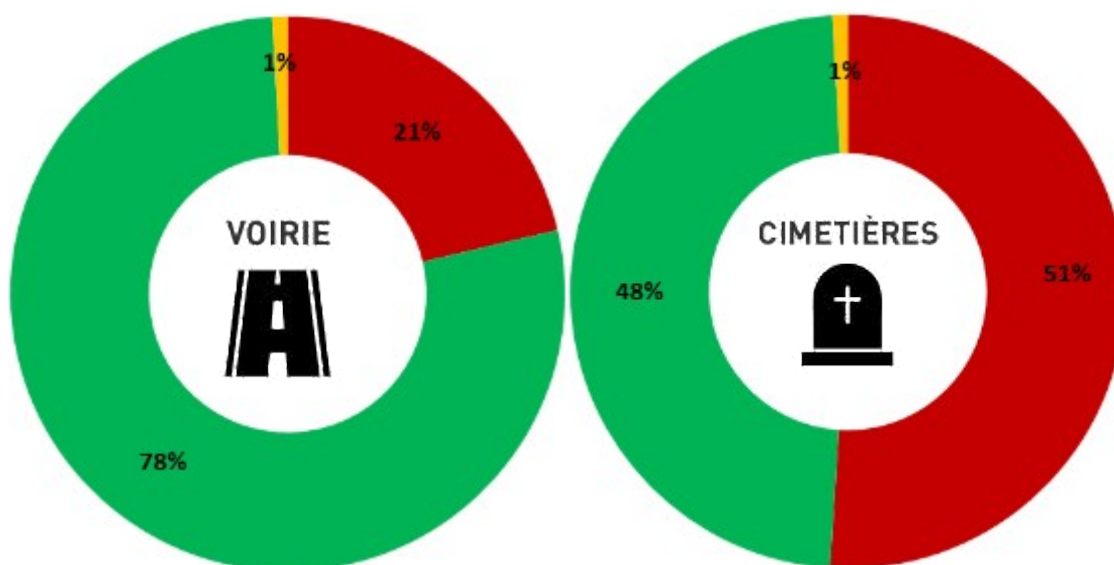
**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

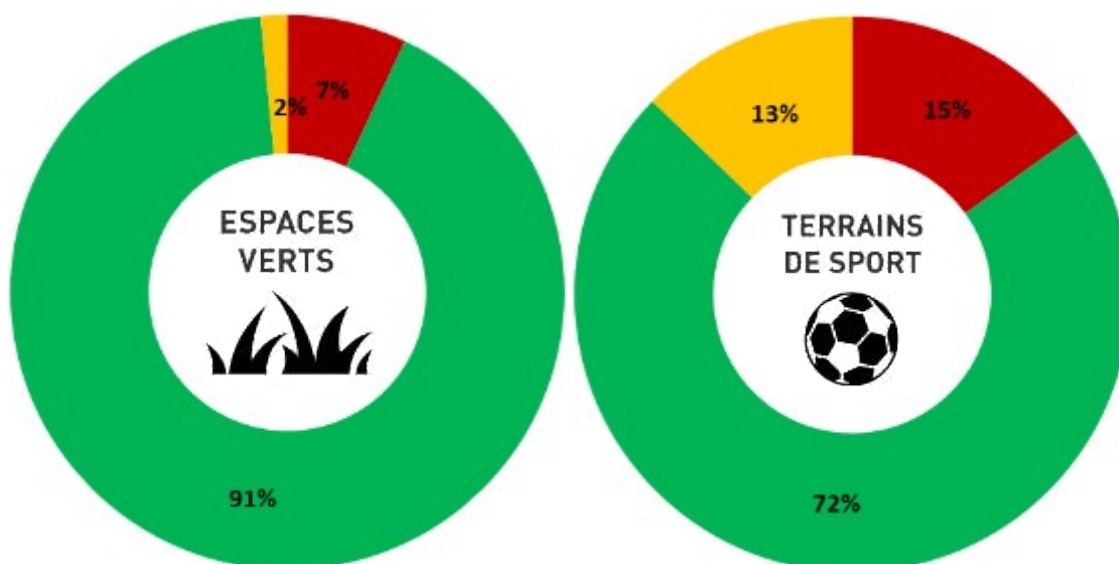
Evolution du nombre de communes par catégorie d'usage



Etat des pratiques des communes franciliennes

Depuis la première publication de l'indicateur en février 2012, le nombre de commune n'ayant plus recourt aux pesticides dangereux pour l'environnement pour la gestion des espaces publics dont elles ont la charge (en régie ou via un prestataire), n'a fait qu'augmenter. Elles sont passées de 53 à 456 en décembre 2018. Cette augmentation peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de commune ayant renseigné leurs pratiques (de 568 en février 2012 à 1120 en décembre 2018) et par le renforcement de la réglementation sur l'encadrement de l'usage des pesticides dans les espaces publics (Application de la loi Labbé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017). Cependant, un peu plus d'un quart des communes renseignées déclarent encore utiliser des pesticides dangereux pour l'environnement autorisés par la réglementation dans certains espaces publics (espaces verts, voirie...).



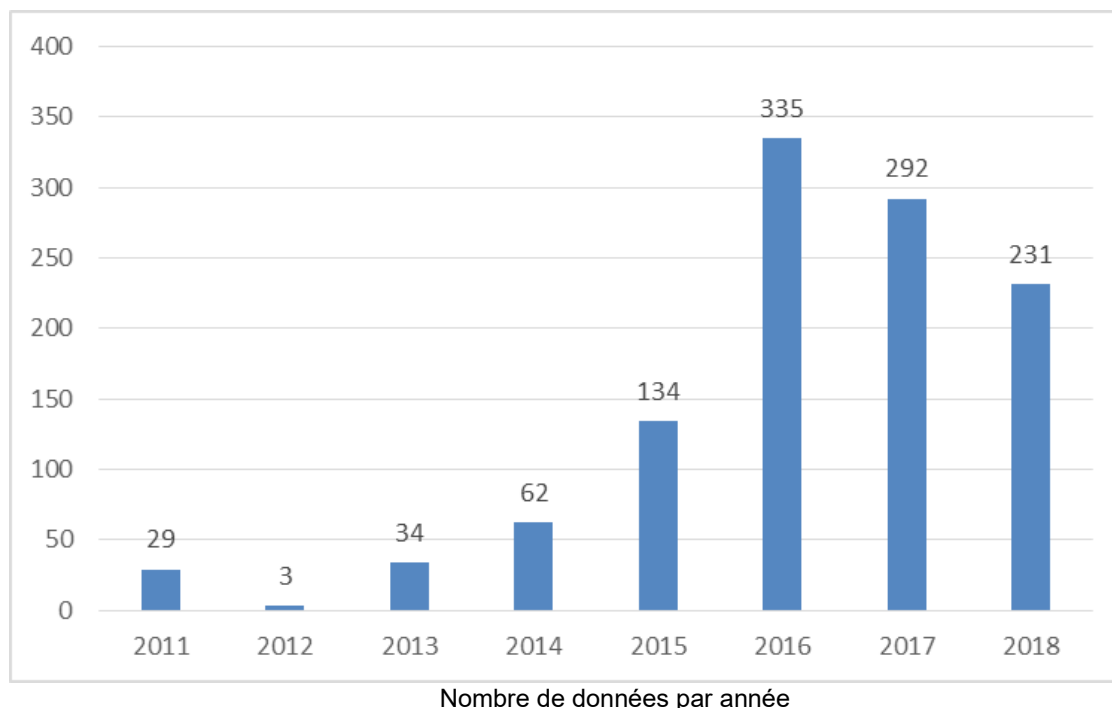


Proportion de communes utilisant ou non des pesticides dangereux l'environnement par type d'espace. N'UTILISE PAS DE PESTICIDE (■) / UTILISE DES PESTICIDE (■) / NON CONCERNÉE PAR LA GESTION DE CET ESPACE (■)

Sur les espaces concernés par la loi Labbé (Espaces verts et voirie), la comparaison avec la dernière version de l'indicateur, publiée en mars 2016, montre clairement une progression dans les communes ayant fait le choix d'arrêter de gérer ces espaces avec des pesticides. Elles ne sont donc plus que 21 % à avoir déclaré en utiliser encore sur la voirie et 7 % sur les espaces verts. Les cimetières restent les espaces pour lesquels l'arrêt semble le plus difficile avec 51 % des villes déclarant gérer avec des pesticides. Finalement, les terrains de sport identifiés au départ comme des espaces à contraintes, le sont que pour 15 % des communes renseignées.

Attention, il faut également prendre en compte l'ancienneté des données. En effet, 53 % des communes renseignées l'ont fait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017, avant l'application de la loi Labbé.

Les données sont toujours en cours d'actualisation pour renforcer les résultats de l'indicateur.



23	<b>CARENCE EN ESPACES VERTS</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**DEFINITION**

Identification des communes étant considérées comme carencées au sens du Plan vert : commune dont au moins 30% de la population est située dans une maille carrée de 500m par 500m considérée comme carencée en terme de ratio c'est-à-dire située au centre d'un carré de 3km de côté (taille moyenne d'une commune francilienne) dont la superficie d'espaces verts par habitant est inférieure à 10m<sup>2</sup>/hab.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : IAU

Source(s) de la donnée : traitement 2017 sur la base de données espaces verts et boisés publics 2013

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Modification de l'indicateur au profit de la donnée plan vert afin de donner de la cohérence entre le suivi du SRCE et la politique régionale. L'indicateur initial « surface d'espaces verts » est modifié comme suit : « surface d'espaces verts par habitant et par commune ».

Le suivi du Sdrif se calera sur cette modification lors de sa mise à jour.

Cette cartographie est faite à partir des données de la Base de données espaces verts de l'IAU.

Sont pris en compte tous les espaces ouverts de cette base, hors bois et projets.

NB : la donnée a été affinée depuis la dernière cartographie (cartographie à la maille avec prise en compte de l'influence des espaces verts extra communaux).

**LIMITES ET INTERPRETATION**

L'objectif est une augmentation de l'offre en espaces verts par habitant.

**ANNEE DE CALCUL**

T0 et T+6

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Suivi du SRCE



<b>24</b>	<b>ANALYSE FONCTIONNELLE DES ESPACES OUVERTS</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

L'analyse fonctionnelle constitue un diagnostic dynamique des espaces ouverts (agricoles, forestiers, naturels et espaces ouverts urbains) au service des territoires, s'appuyant sur le fonctionnement tant spatial (espaces et liaisons) que multifonctionnel économique, social et environnemental de ces espaces ouverts pour mieux les préserver et les valoriser, construire des projets de territoires intégrant pleinement ces espaces.

#### **DEFINITION**

Inventaire des territoires ayant appliqué l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts.

#### **SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : Driaaf, IAU, Conseil régional

Source(s) de la donnée : inventaire de suivi 2016

#### **METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Il s'agira de réaliser l'inventaire des analyses réalisées, a minima celles financées par le conseil régional

NB : l'analyse fonctionnelle a été élaborée concomitamment au SRCE. Un travail de mise en cohérence de ce dispositif avec le SRCE devrait être engagé (notamment à propos de la terminologie).

#### **LIMITES ET INTERPRETATION**

Les analyses fonctionnelles réalisées sont très hétérogènes en termes de qualité et de contenu. Certains territoires ont réalisé des analyses complètes tandis que d'autres sont des démarches qui s'inspirent de l'analyse fonctionnelle (traitement du volet agricole seulement par exemple)

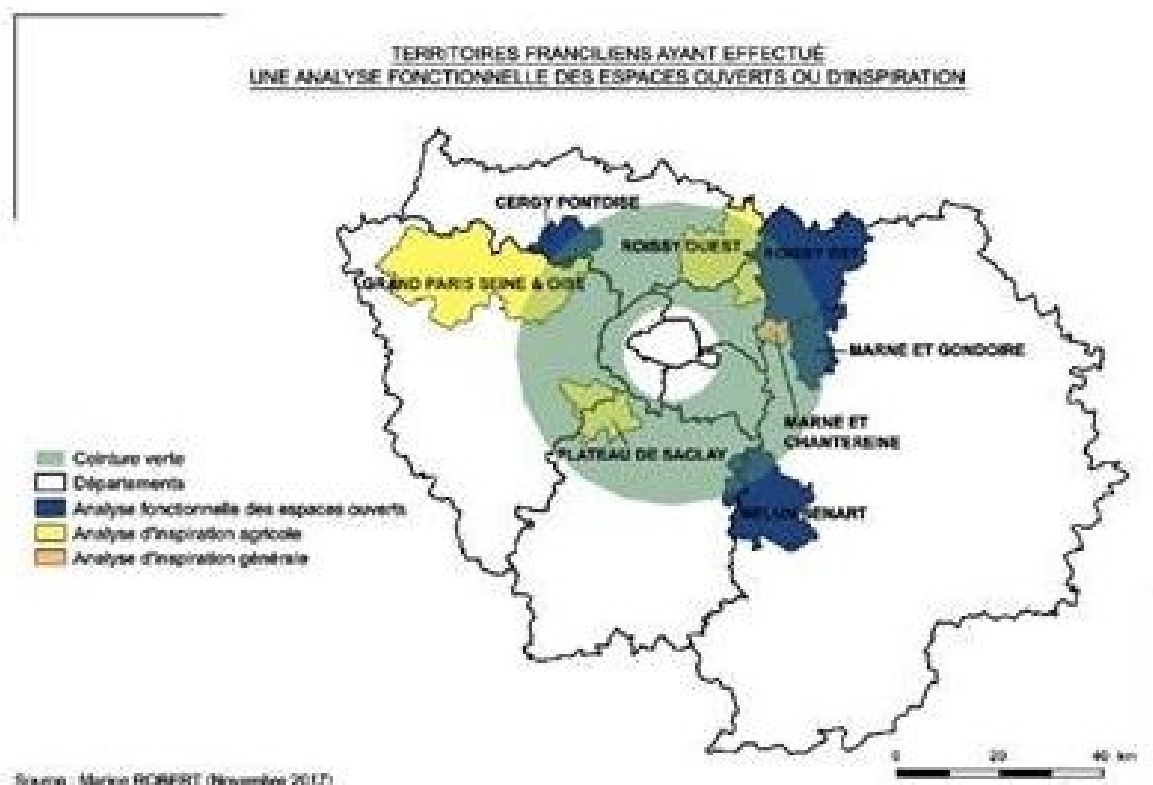
Les demandes de financement ne sont pas systématiques pour ces études.

En attente du pacte agricole qui déterminera si le financement des analyses fonctionnelles est bien reconduit.

L'objectif est une augmentation de la mise en œuvre de l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts sur le territoire régional.

#### **RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Les analyses fonctionnelles sont des procédures exigeantes et dont la mise en œuvre est assez lente. Le volet agricole semble être celui qui est le plus facile à prendre en main ou du moins le plus attendu. Les analyses qui ont été recensées sont assez bien réparties sur le territoire régional avec des territoires parfois très étendus (Grand Paris Seine Oise, Marne et Gondoire). Il s'agit donc d'un signal positif en synergie avec le SRCE.



Source : Marion ROBERT (Novembre 2017)

Type	Nom	Date de réalisation
Analyse fonctionnelle	Cergy-Pontoise	2012/2013
	Marne-et-Gondoire	2010/2011 2011/2012 2017
	Melun-Sénart	2013
	Roissy Est	2014/2015
Inspiration générale	Marne-et-Chantereine	2010
Inspiration agricole	Roissy Ouest	2012/2013
	Grand Paris Seine & Oise	En cours (2017)
	Plateau de Saclay	(Non précisée)

<b>26</b>	<b>ECOJARDIN</b>
<b>AXE : Multifonctionnalité</b>	
<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>	

**DEFINITION**

Superficie et nombre de sites labellisés EcoJardin.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : ARB îdF / Plante & Cité

Source(s) de la donnée : Label EcoJardin décembre 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Reprise de l'indicateur tel que livré par l'ARB îdF après extraction des sites (parcs, jardins, cimetières, espaces verts d'accompagnement...) situés en Île-de-France.

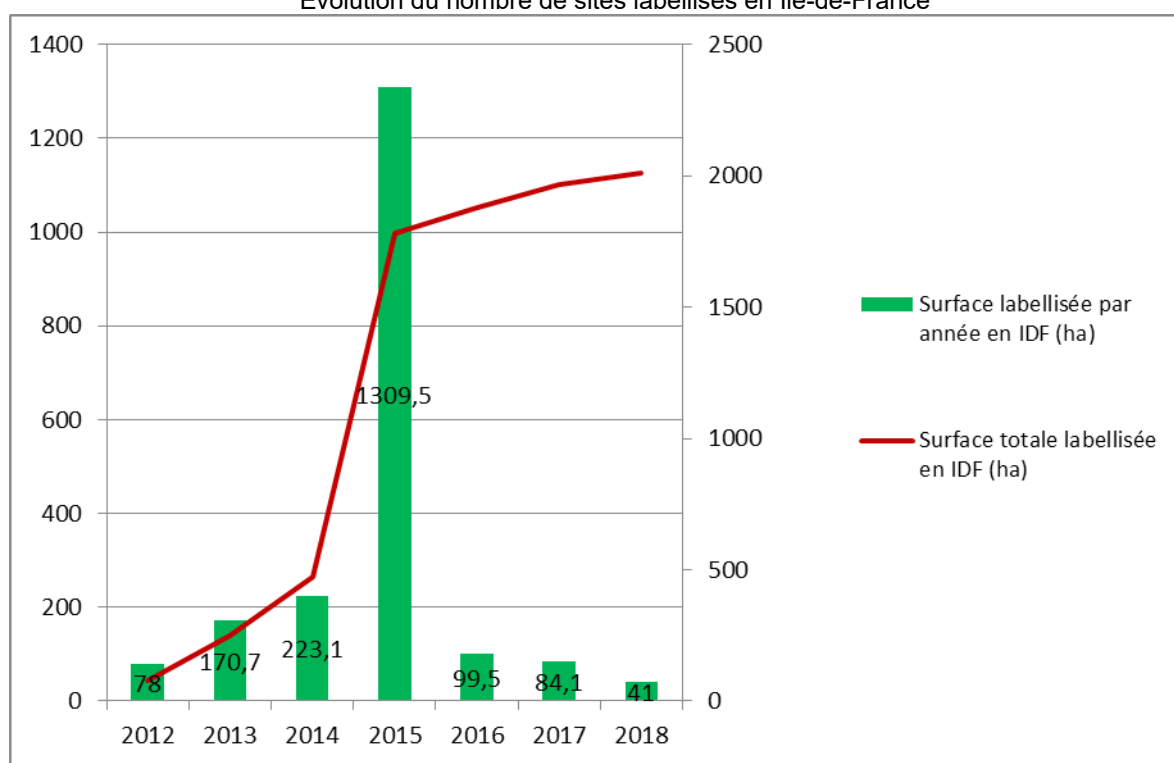
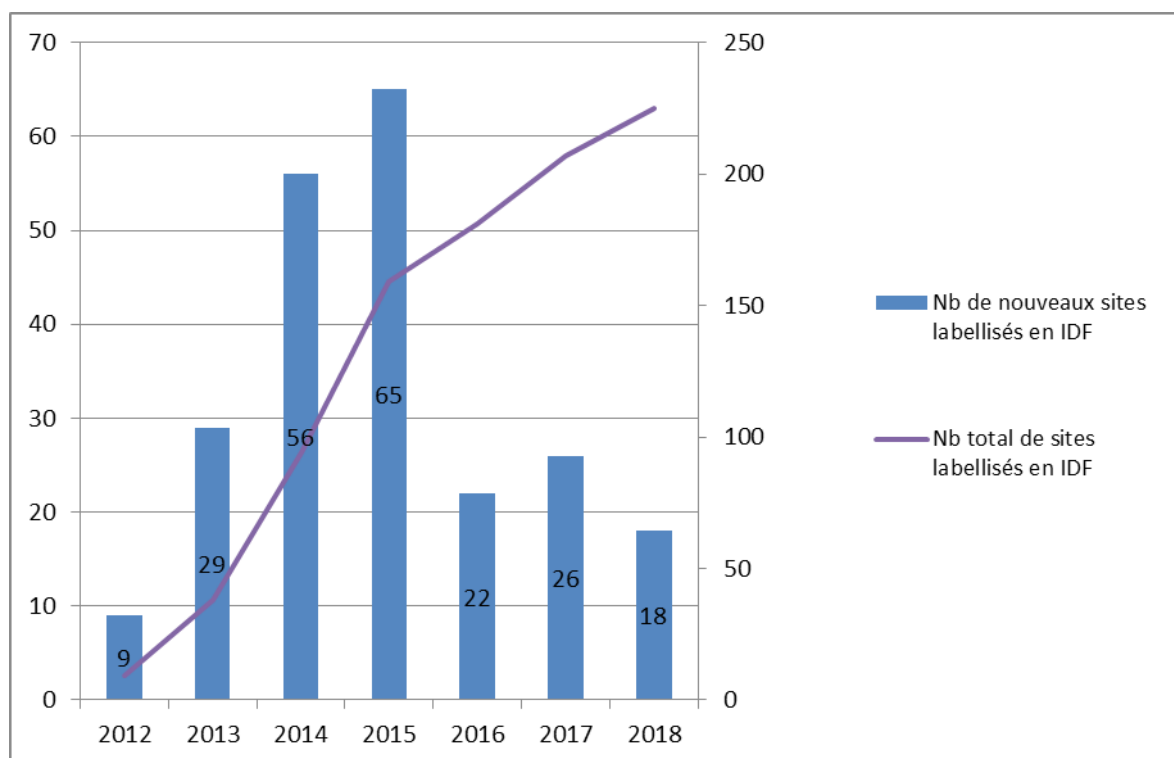
**LIMITES ET INTERPRETATION**

L'objectif est une augmentation du nombre de sites labellisés et une augmentation des surfaces concernées.

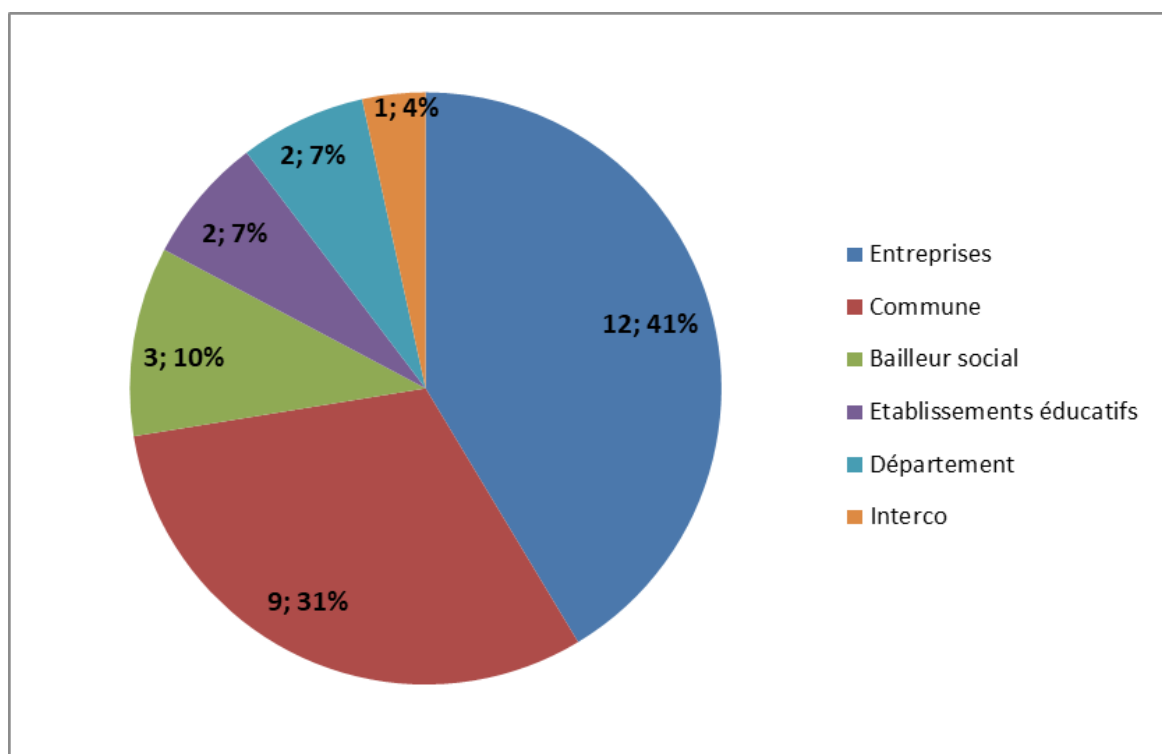
**RESULTATS ET COMMENTAIRE**

<b>Année</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Nb de nouveaux sites labellisés en IDF</b>	9	29	56	65	22	26	18
<b>Nb total de sites labellisés en IDF</b>	9	38	94	159	181	207	225
<b>Nb total de sites labellisés en France</b>	56	141	222	304	342	393	426
<b>Surface labellisée par année en IDF (ha)</b>	78	170,7	223,1	1309,5	99,5	84,1	41,8
<b>Surface totale labellisée en IDF (ha)</b>	78	248,7	471,8	1781,3	1880,8	1967,0	2008,8
<b>Surface totale labellisée en France (ha)</b>	1130,9	2960,7	3498,4	6659,2	6896,3	7429,2	7632,6

## Suivi du SRCE



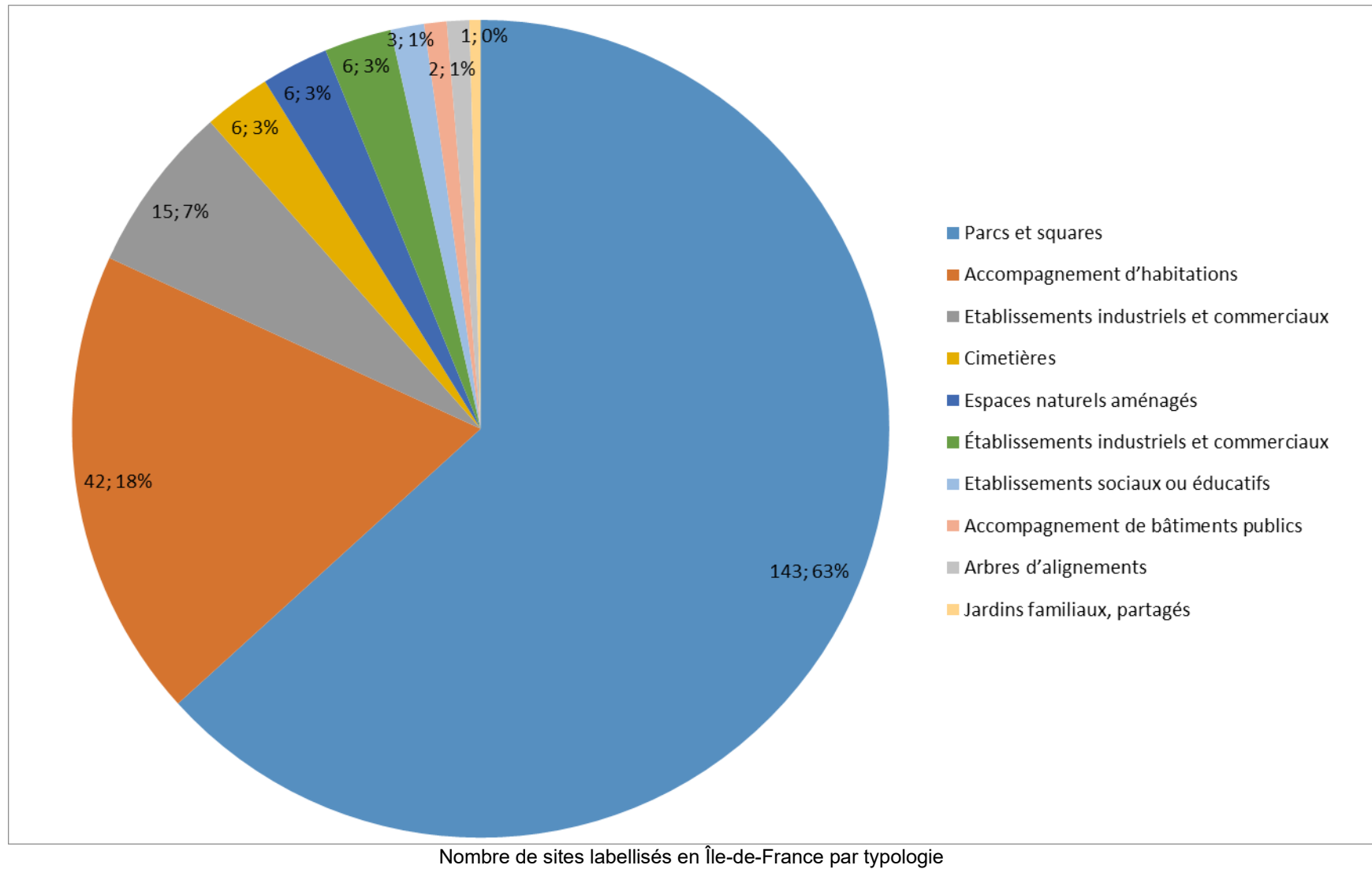
Le plus petit site labellisé en Île-de-France est la Résidence du 26 Berri gérée par l'entreprise Gecina qui fait moins de 100 m<sup>2</sup>. Le plus grand site labellisé en Île-de-France est le bois de Vincennes géré par la ville de Paris avec 995 ha. La ville de Paris est le gestionnaire ayant le plus de sites labellisés EcoJardin avec 122 soit 54 % des sites labellisés en Île-de-France.



Nombre de structure francilienne par typologie ayant au moins un site labellisé EcoJardin.

Les entreprises et les communes sont les principaux gestionnaires à avoir présenté des sites à la labellisation EcoJardin.

Plus de la moitié des sites labellisés en Île-de-France sont des parcs et jardins juste devant les espaces verts d'accompagnement (notamment des bailleurs sociaux).



27	<b>CERTIFICATIONS PEFC ET FSC</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Part des forêts certifiées PEFC (programme de reconnaissance des certifications forestières) et part des forêts certifiées FSC (Forest Stewardship Council).

**SOURCE(S)**

	<b>PEFC</b>	<b>FSC</b>
<b>Organisme producteur</b>	PEFC Ouest	FSC France
<b>Source(s) de la donnée</b>	PEFC Ouest	Base de données FSC
<b>Date de référence</b>	01/01/2017	01/09/2017

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

La certification forestière est une marque attachée à un lot ou produit bois garantissant qu'il est issu d'une forêt gérée durablement. Les deux principales, aujourd'hui, sont le Forest Stewardship Council (FSC) et le Program for the Endorsement of Forest Certification schemes (PEFC).

FSC cherche à identifier les forêts à haute valeur pour la conservation. Ces dernières, en plus d'être gérées durablement, sont repérées comme particulièrement riches sur le plan écologique, culturel et utiles aux populations. Cette certification repose sur des normes et principes qui décrivent des règles de gestion à suivre. Ils sont au nombre de 10 et doivent être appliqués dans une unité d'aménagement forestier.

PEFC vise à promouvoir la gestion durable des forêts en concertation avec ses parties prenantes. Elle repose :

- en amont sur la certification forestière : engagement des propriétaires et exploitants forestiers à mettre en œuvre des pratiques de gestion durable, via l'application d'un cahier des charges précis.
- en aval sur la certification de la chaîne de contrôle qui permet d'assurer une traçabilité du produit.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

L'augmentation du nombre de massifs forestiers certifiés et des surfaces concernées est à rechercher.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

- Superficie des forêts certifiées PEFC : 114 470 ha (forêts publiques 87018 ha, forêts privées 27 452 ha au 30/06/2017)
- Superficie des forêts certifiées FSC : 7 382 ha

<b>31</b>	<b>CHARTES FORESTIERES DE TERRITOIRE</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Nombre de chartes forestières et surface couverte.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : fédération nationale des communes forestières (FNCOFOR)

Source(s) de la donnée : organisme porteur de la charte – janvier 2017

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

L'indicateur mentionnera le nombre de communes par charte ainsi que les superficies concernées.

La charte forestière est un outil d'aménagement et de gestion durable des territoires. Définie pour au moins 3 ans, elle a pour objectif d'insérer davantage les forêts dans leur environnement économique, écologique, social et culturel. La charte forestière de territoire n'a pas de valeur réglementaire.

**MODE DE REPRESENTATION**

Cartographie

**LIMITES ET INTERPRETATION**

L'indicateur ne bouge pas beaucoup car cette thématique évolue lentement.

L'augmentation du nombre de chartes et des surfaces concernées est à rechercher.

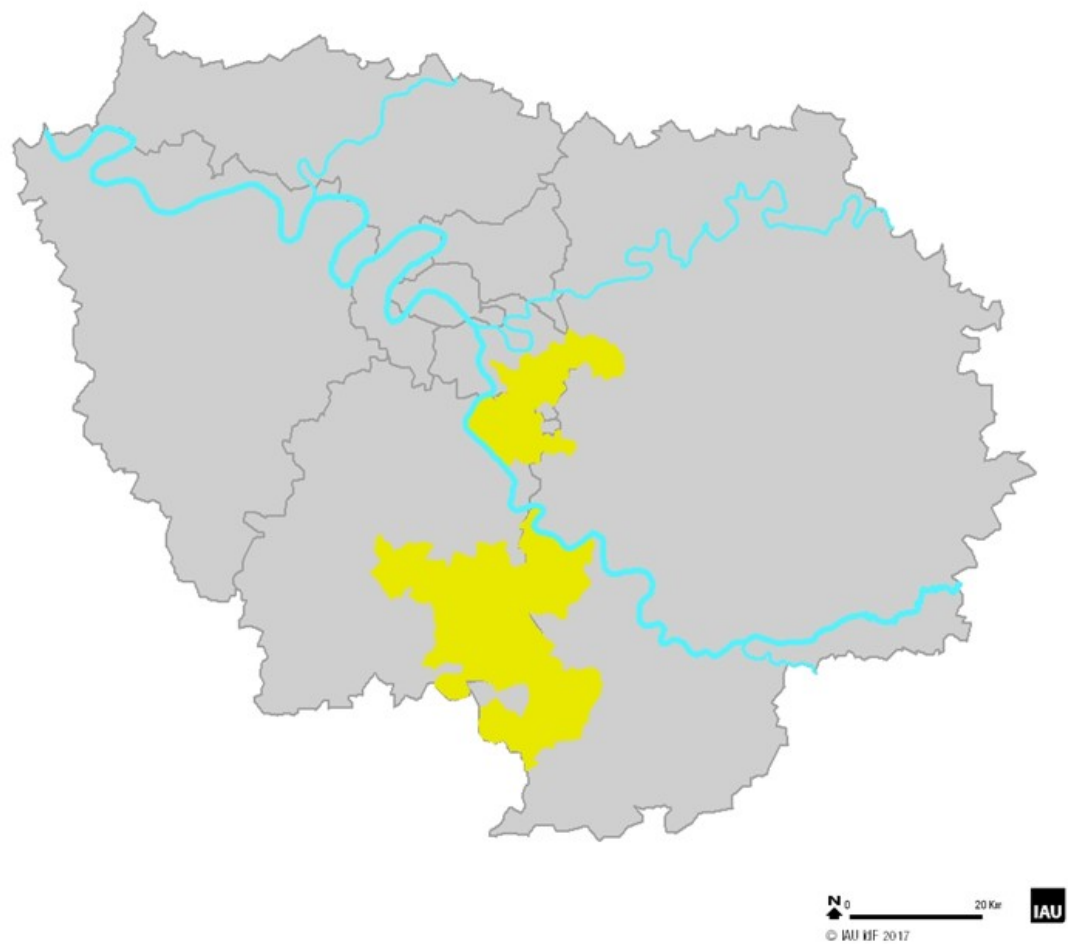
Le nombre de chartes devrait augmenter en lien avec les mesures prises par le Conseil régional dans le cadre de la stratégie régionale forêt bois.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

<b>Intitulé</b>	<b>Dernière mise à jour</b>	<b>Superficie (ha)</b>	<b>Commentaires</b>
Arc boisé du Val-de-Marne	2015 (réactualisation)	11 069	
Forêt de Sénart	2008	10 856	
PNR du Gâtinais français	2016	64 734	
PNR Oise – Pays de France	2011		Inactive
<b>Total</b>		<b>86 659</b>	



## [31] Chartes forestières



<b>32</b>	<b>IMPERMEABILISATION</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**DEFINITION**

Pourcentage d'imperméabilisation des sols par commune selon le Mos.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : IAU

Source(s) de la donnée : Mos 2012 et 2017

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Cet indicateur se base sur la méthodologie utilisée dans le cadre du Mos. Pour chaque poste Mos a été attribué un coefficient d'imperméabilisation comme suit :

code47_2012	libellés_Mos47_2012	Coef_imperm_simpl.	Type2014	Coef_imperméabilisation	Code
1	Bois ou forêts	1	Faible	0 - 0,1	11
2	Coupes ou clairières en forêts	1	Faible	0 - 0,1	11
3	Peupleraies	1	Faible	0 - 0,1	11
4	milieux semi-naturels	1	Faible	0 - 0,1	11
5	Terres labourées	1	Faible	0 - 0,1	11
6	Prairies	1	Faible	0 - 0,1	11
7	Vergers, pépinières	1	Faible	0 - 0,1	11
8	Maraîchage, horticulture	1	Faible	0 - 0,1	11
9	Cultures intensives sous serres	2	Moyen	0,3 - 0,4	21
10	Eau	3	Fort	0,9 - 2	34
11	Parcs ou jardins	1	Faible	0 - 0,1	11
12	Jardins familiaux	1	Faible	0 - 0,1	11
13	Jardins de l'habitat	1	Faible	0 - 0,1	11
14	Terrains de sport en plein air	1	Faible	0,2 - 0,3	13
15	Equipements sportifs de grande surface	1	Faible	0,2 - 0,3	13
16	Camping, caravanning	1	Faible	0,2 - 0,3	13
17	Parcs liés aux activités de loisirs sauf parcs de châteaux	1	Faible	0,1 - 0,2	12
18	Cimetières	2	Moyen	0,5 - 0,6	23
19	Surfaces engazonnées avec ou sans arbustes	1	Faible	0 - 0,1	11
20	Terrains vacants	1	Faible	0,1 - 0,2	12
21	Habitat individuel	2	Moyen	0,3 - 0,4	21
22	Ensemble d'habitat individuel identique	2	Moyen	0,3 - 0,4	21
23	Habitat rural	2	Moyen	0,3 - 0,4	21
24	Habitat continu bas	3	Fort	0,7 - 0,8	31
25	Habitat collectif continu haut	3	Fort	0,7 - 0,8	31
26	Habitat collectif discontinu	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
27	Habitat autre	3	Fort	0,7 - 0,8	31
28	Equipements pour eau, assainissement, énergie	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
29	Zones ou espaces affectés aux activités	3	Fort	0,8 - 0,9	32
30	Entrepôts logistiques	3	Fort	0,8 - 0,9	32
31	Commerces	3	Fort	0,7 - 0,8	31
32	Bureaux	3	Fort	0,7 - 0,8	31
33	Bâtiments ou installations de sport	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
34	Etablissements d'enseignement	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
35	Etablissements de santé	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
36	Grands centres de congrès et d'exposition	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
37	Equipements culturels et de loisirs	2	Moyen	0,6 - 0,7	24
38	Administrations, organismes officiels	3	Fort	0,7 - 0,8	31
39	Autres équipements accueillant du public	3	Fort	0,7 - 0,8	31
40	Emprises de transport ferré	1	Faible	0,1 - 0,2	12
41	Emprises routières	3	Fort	0,9 - 1	33
42	Parcs de stationnement	3	Fort	0,9 - 1	33
43	Gares routières, dépôts	3	Fort	0,9 - 1	33
44	Installations aéroportuaires	3	Fort	0,9 - 1	33
45	Extraction de matériaux	1	Faible	0,1 - 0,2	12
46	Décharges	2	Moyen	0,5 - 0,6	23
47	Chantiers	2	Moyen	0,4 - 0,5	22

**RESULTAT**

Le taux d'imperméabilisation de la région est passé entre 2012 et 2017 de 14,65 à 14,81%

33	AGRICULTURE BIOLOGIQUE
	AXE : Multifonctionnalité
	TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre

**DEFINITION**

Surface et nombre d'exploitations certifiées agriculture biologique ou en conversion selon le GAB IdF.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : GAB IdF

Source(s) de la donnée : GAB IdF 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Utilisation de l'indicateur tel que diffusé par l'organisme producteur

**MODE DE REPRESENTATION**

Tableaux et histogrammes.

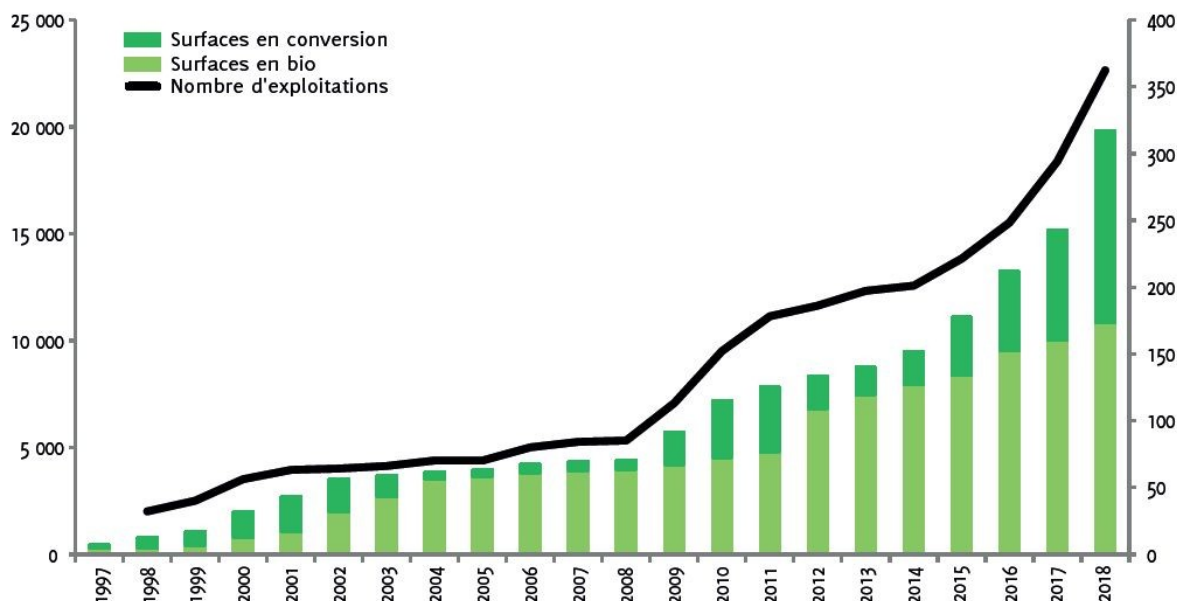
**LIMITES ET INTERPRETATION**

Les exploitations biologiques dont les produits ne sont pas certifiés bio sont exclues du calcul de l'indicateur.

L'objectif est une augmentation des surfaces agricoles labellisées AB.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Surface et nombre d'exploitations engagées en agriculture biologique depuis 1997 en Ile-de-France



source : GAB IdF 2019

Source GAB IdF : « Les surfaces franciliennes « AB » ont progressé de 30,5% en 2018 (+4 626 ha). Ce sont plus de 70 fermes qui se sont, pour l'instant, nouvellement engagées en AB en 2018. Dans la continuité des 2 dernières années : des fermes de tous types de productions de convertissent désormais à l'AB (auparavant les conversions concernaient surtout les céréaliers). A fin 2018, 19 797 ha sont cultivés en bio, soit près de 3,5% de la surface agricole utile francilienne et les fermes biologiques représentent 7,7% des exploitations agricoles franciliennes. »

<b>35</b>	<b>Suivi des connexions F et C</b>
	<b>AXE : Multifonctionnalité</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Résultat</b>

**DEFINITION**

Les connexions multitrames sont des espaces représentés par un « C » sur la cartographie des objectifs du SRCE. Ils représentent les principaux enjeux de connectivité du territoire, les points d'alerte sur les zones encore plus ou moins fonctionnelles dont l'urbanisation conduirait à une rupture de continuité à plus grande échelle. Ces points doivent faire l'objet d'une vigilance particulière. L'indicateur vise à évaluer la part de ces connexions qui ont fait l'objet d'artificialisation.

Une évaluation des risques est également proposée sur la base des projets connus.

Le même exercice est proposé pour les points « F », qui décrivent les dernières connexions non urbanisées existantes entre les forêts et les grands cours d'eau.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : ARB-idf

Source(s) de la donnée : EVOLUMOS 2012-2017 ; wikimaps-projet de l'IAU-idf.

Date de référence : Mars 2019

Fréquence de mise à jour de la donnée : tous les 4-5 ans (mise à jour du MOS)

Délais disponibilité : une fois la mise à jour du MOS effectuée, cet indicateur nécessite 3 à 6 jours de travail, selon le nombre de zones artificialisées.

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

L'ensemble des espaces non artificialisées (MOS 2013 47 postes inférieur à 11) devenus artificialisés (MOS 2017 47 postes supérieur à 10) a permis de constituer la couche cartographique d'identification des changements d'usage de sol. Chaque polygone artificialisé dans le voisinage du point « C » (N = 69) ou « F » (N = 21) a été inspecté grâce à l'orthophotographie la plus récente et identifié à l'aide de google street map lorsque cela était possible.

La note globale est fournie en sommant des notes d'évaluation du niveau d'artificialisation de chaque point, allant de 1 à 5.

1 : aucune variation de la connectivité

2 : artificialisation à la marge, conduisant à une légère baisse de la connectivité mais ne remettant pas en cause la fonctionnalité

3 : artificialisation moyenne, la fonctionnalité est amoindrie

4 : artificialisation importante, la fonctionnalité est très réduite mais une connexion existe encore

5 : plus aucune fonctionnalité en termes de connectivité

**MODE DE REPRESENTATION**

Chiffres et texte.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

La valeur de la note entre 2 et 5 est faite à dire d'expert sur l'évaluation des conséquences des projets ayant conduit à de l'artificialisation sur la fonctionnalité de la connexion. Il est possible que différents experts auraient pu conclure, pour un cas donné, à une note de 3 plutôt qu'à une note de 4, ou vice-versa.

L'évaluation des risques pour les années à venir ont été évalués à partir des projets identifiés – toutefois l'abandon de certain a pu ne pas être porté à notre connaissance.

**ANNEE DE CALCUL**

2019 sur la base du MOS 2017 (publié en janvier 2019).

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

✓ 45% des connexions multitrames ont fait l'objet d'une artificialisation plus ou moins forte (26% de niveau 2, 17% de niveau 3 et 1,5% de niveau 4), soit 31 sur 69.

- 10% des connexions entre la forêt et les grands cours d'eau ont fait l'objet d'une artificialisation (N= 2, 1 de niveau 2, une de niveau 3).

Les forêts étant globalement mieux protégées de l'artificialisation, il est rassurant de constater que les connexions « F » sont globalement en *statut-quo*. La construction du port de l'Isle Adam est celle dont l'impact sur ce type de connectivité est la plus marquée ; la seconde est liée à la construction de l'usine du SIAAP à Achères.

Les analyses qui suivent s'intéressent aux connexions multitrames.

La répartition départementale de l'artificialisation de ces connexions n'est pas homogène.

Elle est maximale dans les Yvelines (12 sur 18, soit 66%) et dans le Val d'Oise (11 sur 17, soit 65%), minimale en Essonne (2 sur 12, 16%), et intermédiaire en Seine-et-Marne (7 sur 22, 32%).

Nous avons identifié 39 événements d'artificialisation pour les 31 connexions multitrames concernées.

La majorité (16) est liée à la construction d'éléments uniques ne passant probablement pas le cap de l'étude d'impact pour la plupart d'entre eux.

Suivent la réalisation ou l'extension de ZAC (9), de zones d'habitations (5 pavillonnaires, 2 écoquartiers et une extension autre), de routes (4), de carrières (2), du centre d'entraînement du PSG (1).

Les projets envisagés risquent d'avoir un impact supplémentaire sur 22% des connexions multitrames (N = 15) et sur 5% des connexions entre les forêts et les grands cours d'eau (N=1).

Sept connexions multitrames n'ayant pas fait l'objet d'artificialisation entre 2012 et 2017 sont concernés par des projets.

- Ce sont donc 55% des connexions multitrames qui ont fait l'objet d'une artificialisation ou pour lesquelles une artificialisation est prévue à brève échéance.

Les neuf autres connexions (8 « C » et 1 « F ») concernées vont donc possiblement voir leur état se dégrader encore.

En particulier, si les projets actuels sont réalisés, trois connexions se verront entièrement interrompues (note 5) :

-L'Ecoquartier du quartier fluvial à Mantes-la-Jolie viendrait définitivement interrompre la possibilité de connexion avec la Seine, à moins que ne soit prévu un large corridor pour la faune. La faisabilité d'un passage faune autoroutier devrait être étudiée sur ce site en parallèle.

-Les ZAC Les Clefs de Saint-Pierre, du Carré Sénart et du Plessis Saucourt, une fois achevées, vont interrompre la connexion entre la forêt de Rougeau et la forêt de Sénart.

-Le projet Port-Seine-Métropole-Est viendra vraisemblablement supprimer la fonctionnalité de la connexion entre la forêt de Saint-Germain-en-Laye et la Seine.

Par ailleurs, quatre connexions passeront à un niveau de fonctionnalité très réduite (note égale à 4) :

-A Saint-Germain-en-Laye, le réaménagement et l'extension du parc sportif de Fourqueux est susceptible de venir supprimer totalement la fonctionnalité de cette connexion en fonction des aménagements qui seront prévus et des barrières mises en place ;

-A Goussainville, le projet Eurocarex et la ZAE de Goussainville, s'ils se font, vont presque totalement supprimer cette connexion déjà très fragilisée ;

-A Louvres, la réalisation d'une desserte entre la N104 et Louvre vient presque supprimer une continuité qu'il fallait maintenir et le projet de ZAC de la Butte aux Bergers viendra s'ajouter aux nombreuses pressions qui pèsent sur cette continuité ;

-A Puiseux-en-France, l'Ecoquartier de Louvres-Puiseux viendra davantage amoindrir cette connexion déjà fragilisée sur la période récente par l'installation d'une ISDI placée sur des terres agricoles à Puiseux et une extension résidentielle à Marly.

37	RENATURATION BERGES
	AXE : Ecotone
	TYPE D'INDICATEUR : Résultat

**DEFINITION**

Linéaire de berges renaturées (cours d'eau, voies navigables et berges de plans d'eau).

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : AESN, conseil régional

Source(s) de la donnée : inventaire Crif - mai 2017

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Etat des renaturations réalisées depuis 2012 sur la base des financements Crif et AESN.

A territorialiser dans les commentaires pour voir si des cours d'eau ou territoires sont mieux traités que d'autres.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

Indicateur ne prenant pas en compte les éventuelles dégradations en dehors des secteurs renaturés.

Seule une mise à jour complète du schéma des berges permettrait de prendre en compte aussi les dégradations. Or ce travail n'est prévu que tous les 2 SRCE.

L'objectif est une augmentation du linéaire de berges renaturées.

La donnée récoltée est difficile à cartographier car les localisations sont mentionnées en toutes lettres.

Les données relatives aux plans d'eau ne sont pas converties en mètre linéaire (mais cela reste marginal car ne représente que 4 données)

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

**17, 535 km de berges ont été renaturées depuis 2014.**

La cartographie n'est pas envisageable car nécessiterait un gros travail pour une faible plus-value. Dans de rares cas il est difficile de localiser avec précision le secteur.

Suivi du SRCE

année de subvention	porteur de projet	ville	lieu	nature des travaux	montant	cours d'eau	linéaire de berge (ml)	commentaire
2013	cg 94	Alfortville	–	amélioration de la qualité écologique des berges	386 000 soit 40% de 965 000	seine rive droite	850	
2013	cg 78	Carrières-sous-Poissy	parc du peuple de l'herbe	aménagements écologiques	tranche 1 : 57 464 soit 36,7% de 156 580	–	–	aménagements à l'est de l'étang de la Galiotte
2013	Noisy-le-Grand	Noisy-le-Grand	secteur de la rive charmante secteur de l'usine du siaap		536 236 soit 40% de 1 340 590	marne rive gauche	1280	secteur de la rive charmante (745 ml)
2014	cg 78	Carrières-sous-Poissy	parc du peuple de l'herbe	aménagements écologiques	tranche cond 1 et 2 : 399 980 soit 37,6% de 1 089 864	–	–	berges ouest et nord-ouest étang de la Galiotte
2014	cg 92	Nanterre	entre le pont de Bezons et Rueil-Malmaison	réhabilitation	383 700 soit 40% de 959 250	seine rive gauche	2900	2900 ml par tronçon disjoints
2014	espaces	Marne la Coquette	étang de Villeneuve (Parc de St Cloud) et étangs de Ville d'Avray	reconstitution de milieux humides	49608 soit 40% de 124 020	étang	95	berge nord de l'étang de Villeneuve : <b>40 ml</b> berge nord du canal d'alimentation de l'étang de Villeneuve : <b>20ml</b> berge sud de l'étang neuf de Ville d'Avray : <b>35 ml</b>
2014	espaces	Issy	Ile St Germain	renaturation de berges	92 172 soit 40% de 230 430	seine	80	petit bras de Seine au niveau du pont Billancourt : 80 ml en amont et 50 ml en aval
2014		Boulogne-Billancourt	quai du 4 septembre				160	entre le pont de St Cloud et la passerelle de l'Avre
2014	CC vallée de la marne	Le Perreux	berges nord de l'île des Loups		33 600 soit 40% de 84 000		480	<b>240 + 45 + 195 ml</b>
année de	porteur de	ville	lieu	nature des travaux	montant	cours d'eau	linéaire	commentaire

Suivi du SRCE

subvention	projet						de berge (ml)	
2014	cg 77	Boissise-la-Bertrand et Seine Port	le long de la RD39	réhabilitation de berges	tranche ferme : 366 800 soit 40% de 917 000	seine	3 000	au droit de la RD39 partie amont
2014	smso	Port-Marlyles Mureaux (Flins), Moisson (la vacherie) Mezy-sur-Seine Rosny (château)		réhabilitation de berges	153 000 soit 40% de 382 500	seine	700	Port-Marly : 0 mlles Mureaux (Flins) : 200 ml Moisson (la vacherie) : 200 ml Mezy-sur-Seine : 150 ml Rosny (château) Port-Marly : 150m ml
2015	cg 78	Boissise-la-Bertrand et Seine Port	le long de la RD40	réhabilitation de berges	tranche conditionnelle : 440 000 soit 40% de 1 100 000	seine	1 100	au droit de la RD39 partie aval
2015	cg 93	restauration écologique	berges de la haute-Île	restauration écologique	60 000 soit 40 % de 150 000	marne	320	
2015	Gournay-sur-Marne	restauration écologique		restauration écologique	12 024 soit 40% de 30 060	marne	40	
2015	Noisy-le-Grand	restauration écologique		restauration écologique	11 962 soit 40% de 29 905	marne	50	
2015	Neuilly-sur-Marne	restauration écologique		restauration écologique	10 826 soit 40% de 27 065	marne	40	
2015	espaces	Marne la Coquette	étang de Villeneuve		22 002 soit 40% de 55 006		80	en contrebas du cheminement longeant l'étang
2015	espaces	Puteaux		réhabilitation	32 786 soit 40% de 81 965	seine	150	immédiatement à l'aval du pont de Puteaux
2015	espaces	Ville d'Avray	vieil étang	renaturation de berges	49 943 soit 40% de 124 858	étang	95	ouest et nord de des étangs de Ville d'Avray
2015	smso	Le Pecq		renaturation	63 000 soit 30% de 210 000	seine	170	rive gauche entre le bas de la rampe d'arrivée du pont routier en amont et le droit de la pointe de l'île Corbière en aval
année de subvention	porteur de projet	ville	lieu	nature des travaux	montant	cours d'eau	linéaire de berge	commentaire



Suivi du SRCE

							(ml)	
2016	cg 78	Carrière-sous-Poissy	parc du peuple de l'herbe	aménagements écologiques	131 979 soit 36,7% de 359 617	–	–	berges des étangs de la vieille ferme
2016	Puteaux	Puteaux	île de Puteaux	restauration écologique	199 868 soit 40% de 499 670	seine	800	rive gauche du petit bras de seine
2016	CA Marne et Gondoire	Thorigny-sur-Marne et Dampmart		reconstitution de la continuité écologique	350 000 soit 40% de 875 000	marne	3400	entre l'arrivée de l'aqueduc de Dhuis sur la Marne Dampmart et le quai de la Marne à Thorigny
2016	Bonneuil-sur-Marne	Bonneuil-sur-Marne			519 260 soit 40% de 1 298 150	marne	850	berge gauche de la marne entre le pont de Bonneuil et le viaduc ferroviaire (RER A)
2016	Plaine Commune développement	Île Saint-Denis	berges du petit bras de Seine	requalification de berges	514 280 soit 40% de 1 285 700	seine	530	au droit des anciens entrepôts du Printemps
2016	Bernes-sur-Oise	Bernes-sur-Oise	Réhabilitation des marais		59 589 soit 30% de 198 630	oise	–	marais dans le lit majeur de l'Oise
2016	espaces	Puteaux	parc Lebaudy	restauration de berges	12 039 soit 30% de 40 130	seine	35	entre le pont de Puteaux et le pont de Neuilly
2016	Plaine Commune développement	dispositif écologique et paysager	écoquartier de l'Île St Denis		299 985 soit 28,57% de 1 050 000	seine	–	secteur "Printemps" but : maîtrise du ruissellement
2017	ASA du Bras de Polangis	–	Val-de-Marne	renaturation	126 108 soit 80% de 157635 (QUE AESN)	Marne	330	phase 1 : nettoyage et curage « vieux fonds vieux bords », végétalisation des risbermes hélophytes, aménagement de 2 risbermes (« A4 gauche », <b>150 ml</b> et « A4 droite », <b>150 ml</b> ) et de deux épis (« Calais », <b>10 ml</b> et « Courtin », <b>20 ml</b> ) pour accentuer le courant et éviter la sédimentation

40	<b>RENCONTRES INTERREGIONALES</b>
	<b>AXE : Cohérence</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Nombre de rencontres organisées par l'Île-de-France en lien avec les régions limitrophes dans le cadre de l'élaboration du SRCE francilien.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : Driee

Source(s) de la donnée : inventaire Driee – novembre 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Cet indicateur nécessitera de retracer l'historique des rencontres depuis le début de l'élaboration du SRCE. Il sera utile, si possible, de mentionner le cas échéant le nombre de personnes présentes.

**LIMITES ET INTERPRETATION**

Il est difficile de fixer une valeur cible pour cet indicateur dont les commentaires devront se baser sur une analyse qualitative des actions menées.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

La maîtrise d'ouvrage du SRCE francilien (DRIEE + CRIF) a organisé une réunion de discussion interrégionale en sollicitant les pilotes des SRCE des cinq régions limitrophes (Conseil régional et DREAL) et des représentants de leurs Conseils scientifiques régionaux du patrimoine naturel (CSRPN) :

- Bourgogne,
- Centre,
- Champagne-Ardenne,
- Haute-Normandie,
- Picardie.

A l'origine, il était prévu 2 réunions distinctes mais faute de réponse des CSRPN en dehors de celui de la Picardie, les 2 réunions ont été regroupées en une seule.

Elle s'est tenue le 19 juin 2012 dans les locaux du conseil régional IF. Elle a réuni 15 personnes dont 5 de l'IF. La région Bourgogne et les CSRPN n'y étaient pas présents ni représentés.

Cette réunion a permis d'échanger sur les enjeux interrégionaux identifiés dans le cadre de l'élaboration des SRCE de l'Île-de-France et des régions voisines, mais aussi de partager les expériences de chacun sachant que les SRCE avaient des degrés d'avancement différents et que chacun mettait en œuvre sa propre méthodologie.

En dehors de cette réunion interrégionale commune, il s'est également tenu des réunions en bilatérale :

- avec la Haute Normandie le 8 avril 2013 dans les locaux de la DREAL à Rouen,
- avec la Picardie le 27 mars 2013 dans les locaux du PNR OPF.

Par ailleurs, l'élaboration du SRCE IF a donné lieu à des échanges par messagerie avec les régions voisines sur la rédaction des passages les concernant.

De son côté l'IDF a été formellement sollicitée en 2014 par les régions Bourgogne et Centre sur leur SRCE respectif avant adoption.

En conclusion, les échanges entre les régions à l'occasion de l'élaboration des différents SRCE se sont avérés en définitive limités. Sans qu'elle reflète l'absence totale d'échange entre les services, cette situation perdure car il n'y a pas formellement d'échanges sur le thème des continuités écologiques et de la TVB depuis l'adoption du SRCE IF en 2013 (modulo les continuités aquatiques à l'échelle du comité de bassin - cf SREMA et DBSN).

**NB : à croiser avec fiche n°39 : nombre d'actions interrégionales ou internationales (jmb/en première analyse, je ne connais pas d'action TVB interrégionale. Certains sujets peuvent peut-être s'y rattacher : Epte, Loing/castor, Seine ???)**

41	<b>COMPOSANTES TVB DES SRCE VOISINS</b>
	<b>AXE : Cohérence</b>
	<b>TYPE D'INDICATEUR : Mise en œuvre</b>

**DEFINITION**

Part des composantes TVB (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) du SRCE francilien également identifiées comme telles dans les SRCE voisins.

**SOURCE(S)**

- SRCE
- synthèses du MNHN (<http://www.trameverteetbleue.fr/qui-sommes-nous/nos-publications>)

Renseignement au 22 août 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

- examen des SRCE des régions voisines de l'IDF
- exploitation des synthèses réalisées par le MNHN au niveau national (<http://www.trameverteetbleue.fr/qui-sommes-nous/nos-publications>)

**LIMITES ET INTERPRETATION**

Les SRCE n'ayant pas nécessairement les mêmes structures (mode de représentation des composantes, seuils d'exigence, types de sous-trames...) la mise en relation du SRCE francilien avec les SRCE voisins ne pourra se faire que sur la base des éléments partagés.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Une première comparaison effectuée en 2014 avec les régions Centre et Bourgogne, à leur demande dans le cadre de l'élaboration de leur SRCE montrait une assez bonne cohérence graphique des principaux réservoirs et corridors. Il s'agissait notamment des vallées et des milieux associés ainsi que les grands espaces ou milieux tels que les forêts.

La présente analyse est conduite à partir la lecture des SRCE des régions voisines (cf cartes ci après). Si les méthodologies et les représentations diffèrent (types de sous trames et de corridors différents d'une région à l'autre), les principales continuités interrégionales sont représentées dans tous les SRCE. De son côté, le SRCE IF pour assurer la transition avec les territoires voisins, a identifié les continuités à partir de la méthode régionale dans une bande de 10 km au-delà des limites régionales.

Au niveau national, le MNHN et l'IGN ont réalisé une synthèse cartographique des SRCE effectuée à partir des données standardisées des SRCE (cf <https://inpn.mnhn.fr/programme/trame-verte-et-bleue/donnees-srce>). Compte tenu de la diversité des méthodologies retenues par les régions pour établir leur SRCE, la base de données nationale ne contient que les principaux éléments communs qui définissent les continuités écologiques à savoir les réservoirs, les corridors et les cours d'eau qui, pour rappel, sont à la fois des réservoirs et des corridors. Elle distingue 5 catégories :

- les réservoirs de biodiversité surfaciques,
- les corridors surfaciques,
- les corridors linéaires,
- les cours d'eau surfaciques,
- les cours d'eau linéaires.

L'analyse des composantes TVB du SRCE IF et celles des SRCE voisins s'est faite à partir de l'affichage sous Qgis des différentes couches avec la limite de la région IDF et ainsi comparer les différences ou les cohérences entre les continuités écologiques entre l'IDF et les régions voisines. Malgré la non exhaustivité des informations, elle fait ressortir que les continuités alluviales sont bien représentées dans les différents SRCE. C'est moins vrai pour les continuités terrestres représentées de façon plus disparate entre les SRCE.

**Conclusion**

- la plupart des continuités interrégionales identifiées par le SRCE IF l'était également dans les SRCE des régions voisines,
- le SRCE IF avait par construction réalisé l'identification des principales continuités interrégionales,
- cette analyse reste pertinente et nécessaire pour la préservation et la restauration des grands enjeux de la biodiversité régionale.

**Jmb/commentaires ? Analyse complémentaire ? À mon sens, le sujet des continuités avec les régions voisines mérite d'être abordé dans la SRB...**

44	AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION STRATEGIQUE
	AXE : Evaluation

**DEFINITION**

Analyse de l'état d'avancement des actions prévue par le SRCE

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : Drie

Source(s) de la donnée : Drie – mars 2018

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

Cf. définition ci-dessus

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

Le plan d'action stratégique du SRCE IF s'articule autour de 3 grands principes :

**1/des objectifs de préservation et de restauration des continuités écologiques**

Ces objectifs concernent :

- les corridors à préserver ou à restaurer,
- les éléments fragmentant à traiter prioritairement,
- les éléments à préserver,
- les autres éléments d'intérêt majeur pour le fonctionnement des continuités écologiques.

Ces objectifs couvrent la totalité des enjeux identifiés lors de l'élaboration du SRCE. Cet aspect exhaustif avait comme motif principal de montrer une « photographie » complète des continuités écologiques et de leur fonctionnalité aux acteurs de l'aménagement pour leur permettre de cibler leurs actions sur leur territoire de projet.

Aujourd'hui, il est difficile de tirer un bilan de qui a été fait. *Jmb/que dire d'autre ?*

(Voir aussi les fiches 16, 17 et 45 pour les réalisations)

**2/des objectifs spécifiques attachés aux départements de Paris et de la petite couronne**

Afin de tenir compte des spécificités des zones urbaines denses de la région Île-de-France, le SRCE a identifié :

- des « autres secteurs reconnus pour leur intérêt écologique » : ces espaces présentent la particularité d'abriter une diversité biologique supérieure aux territoires urbanisés environnants sans pour autant constituer des réservoirs de biodiversité
- des « liaisons reconnues pour leur intérêt écologique » : il s'agit de connexions complémentaires aux corridors d'intérêt régional dans des secteurs urbains morcelés visant soit à développer des liaisons entre des espaces verts existants, soit à désenclaver des espaces verts d'importance départementale.

Ensemble, ils constituent une armature de réseau écologique en milieu urbain à préserver ou à restaurer. Aucune action spécifique ne leur est dédiée, il s'agit essentiellement d'orientations et de principes à mettre en œuvre notamment dans le cadre des documents d'urbanisme et des projets d'aménagement.

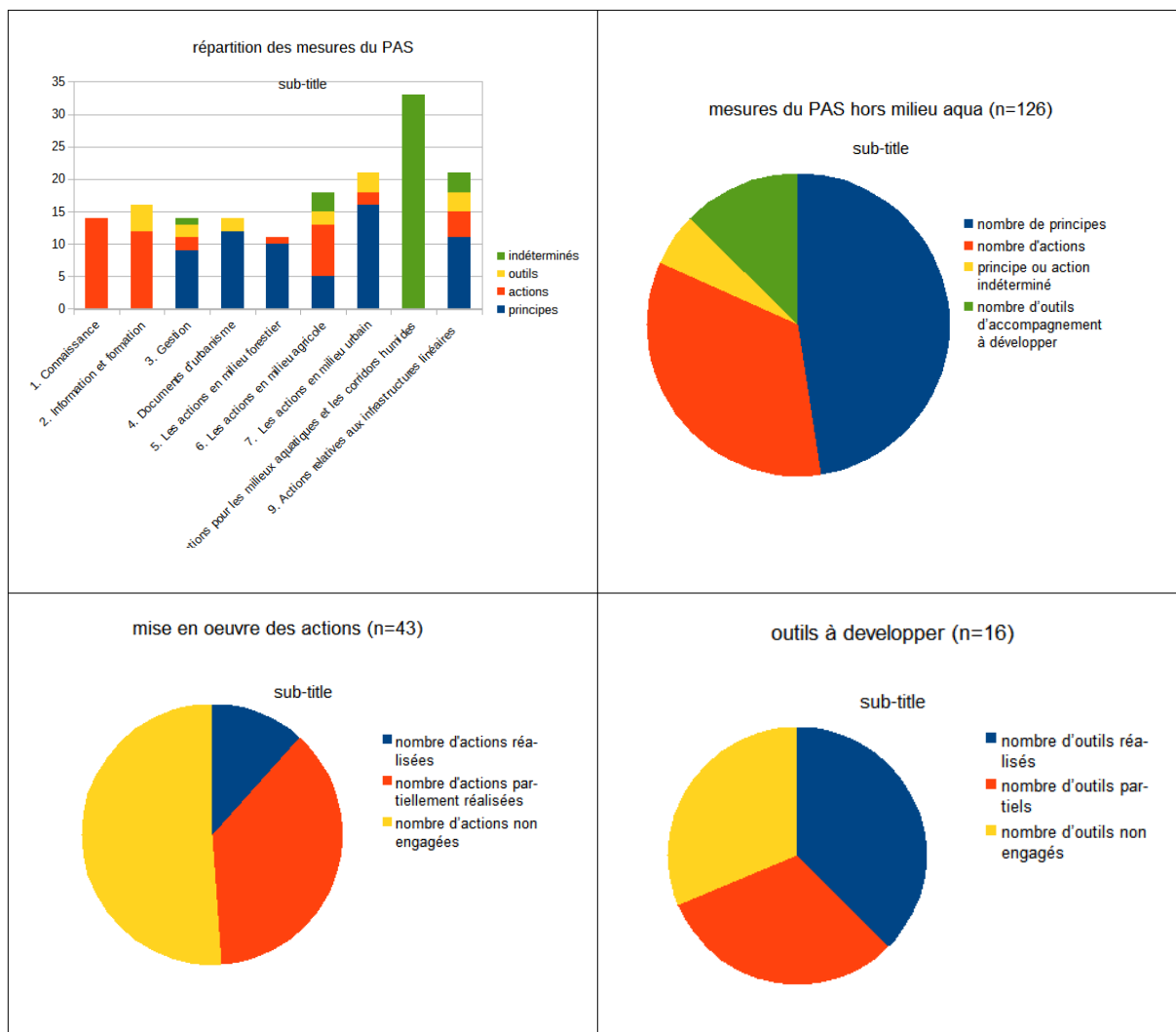
*Jmb/analyser leur prise en compte dans quelques doc d'urba (cf stage IAU)*

**3/des orientations et actions**

Le plan d'action stratégique identifie neuf domaines d'action liés aux continuités écologiques : la connaissance, la formation et l'information, l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, la gestion des espaces, les milieux forestiers, les milieux agricoles, le milieu urbain, les milieux aquatiques et humides, et les actions relatives aux infrastructures linéaires.

Ils sont déclinés en « orientations » (33), « actions » (126) et « outils d'accompagnement à développer » (16). Dans la pratique, certaines actions s'apparentent plus à des orientations. Ces actions ont nommées « principes », (comme principes de mise en œuvre) dans l'analyse qui suit.

*Jmb/analyse non définitive, à (re)faire en commun et à compléter sur les aspects eau*



Il ressort de l'analyse (hors milieux aquatique et humide) : **(jmb/à compléter collectivement)**

- une répartition disparate des « actions » (à faire) et des « principes » (à mettre en œuvre) suivant les domaines et un plus grand nombre de principes que d'actions. Les mesures retenues dans le SRCE sont directement issues des réflexions des ateliers thématiques et territoriaux tenus lors de l'élaboration du schéma. Elles n'ont pas fait l'objet d'une « traduction opérationnelle » pour en assurer la faisabilité et la mise en œuvre.
- la moitié des actions n'est pas engagée, 1/3 partiellement. Il s'agit pour la plupart d'une conséquence directe du caractère peu opérationnel de certaines mesures.
- 2/3 des outils réalisés ou engagés, 1/3 pas fait. L'aspect opérationnel, le besoin d'en disposer mais aussi une certaine facilité à le réaliser sont des facteurs favorables. A l'inverse, la multiplicité des acteurs, l'évolution des politiques et des stratégies sont des facteurs limitants.

#### Conclusion :

- fixer des objectifs raisonnables et accompagner leur mise en œuvre,
- ne pas multiplier les orientations (et les principes) toujours difficiles à évaluer,
- s'assurer du caractère opérationnel des mesures préconisées et limiter leur nombre pour garantir leur mise en œuvre par les acteurs concernés et permettre leur évaluation,

**jmb/autre chose à dire ?**

<b>46</b>	<b>COUVERTURE DES ENJEUX BIODIVERSITE PAR LES COMPOSANTES</b>
<b>AXE : Evaluation</b>	

**DEFINITION**

Evaluation de la pertinence des zonages du SRCE (corridors et réservoirs de biodiversité par rapport à la présence d'enjeux relatifs aux espèces. Il s'agit en l'occurrence d'un croisement avec les données « alerte flore du CBNBP.

**SOURCE(S)**

Organisme producteur de la donnée : CBNBP

Source(s) de la donnée : alerte flore janvier 2019

**METHODOLOGIE / DESCRIPTION**

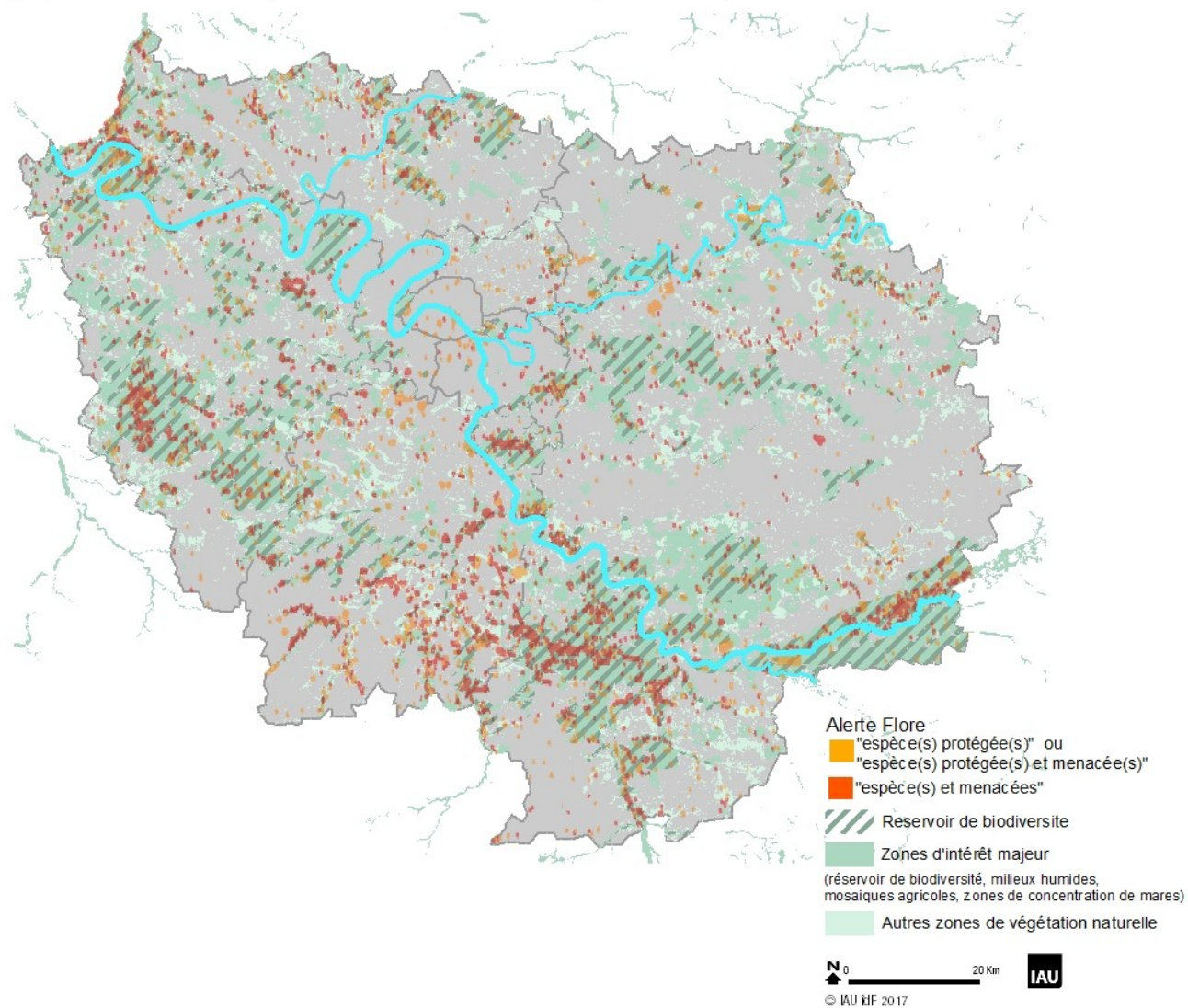
Croisement des SIG des composantes du SRCE et des données alerte flore du CBNBP.

**RESULTAT ET COMMENTAIRE**

	Espèces protégées ou espèces protégées et menacées		Espèces menacées	
	ha	% idf	ha	% idf
<b>IDF</b>	<b>4 978</b>		<b>4 749</b>	
Zone d'intérêt majeur	3 977	79.9%	2 293	48.3%
Réservoirs de biodiversité	3 761	94.6%	1 965	85.7%

NB : les données liste rouges n'ont pas été intégrées.

[46] Couverture des enjeux relatifs à la biodiversité par les composantes de la TVB



48	POPULATION
AXE : Evaluation	

### DEFINITION

Le concept de population municipale est défini par le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population.

La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de population municipale correspond désormais à la notion de population utilisée usuellement en statistique. En effet, elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule. En 1999, c'était le concept de population sans doubles comptes qui correspondait à la notion de population statistique.

### SOURCE(S)

Organisme producteur de la donnée : INSEE

Source(s) de la donnée : INSEE 2013, 2014, 2015, 2016

Délais disponibilité : 3 ans

### ANNEE DE CALCUL

Annuel

### RESULTAT ET COMMENTAIRE

1/1/2013 : 11 959 807 (Recensement de la population)

1/1/2014 : 12 027 565 (Recensement de la population)

1/1/2015 : 12 088 695 (provisoire). Précision : ce chiffre correspond à la géographie administrative de l'Île-de-France au 1er janvier 2016

1/1/2016 : 12 142 802 (provisoire)

NB: les estimations de population pour les années 2015 et 2016 sont provisoires. Elles seront révisées début 2018 lorsque seront disponibles les résultats définitifs du nouveau recensement datés au 1er janvier 2015.

Augmentation de la population de 1,53% depuis 2013.



49	NOMBRE DE REUNIONS DU CRTVB
	INDICATEUR DEB

## DEFINITION

Nombre de réunions tenues par le CRTVB

## SOURCE(S)

DRIEE + CRIF juin 2018

## METHODOLOGIE / DESCRIPTION

Inventaire des dates de réunion du CRTVB depuis octobre 2010

## RESULTAT ET COMMENTAIRE

Le CRTVB était le lieu de gouvernance du SRCE. L'arrêté conjoint portant nomination des 66 membres du CRTVB d'Île-de-France a été pris le 20 juillet 2011.

Il s'est tenu 7 réunions du CRTVB<sup>1</sup> entre 2010 et février 2017 (date d'échéance des CRTVB suite à l'adoption de la loi biodiversité d'août 2016).

Calendrier des réunions :

	date	Ordre du jour	Nombre de participants
CRTVB n°1	5 octobre 2011	Réunion d'installation	À compléter/archives
CRTVB n°2	2 juillet 2012	- présentation de la méthodologie et avant projet de schéma - présentation de la révision du SDRIF	55 dont 40 membres du CRTVB
CRTVB n°3	21 novembre 2012	- état d'avancement du SRCE IF - synthèse de contribution des membres du CRTVB - calendrier et étapes à venir	58 dont 39 membres du CRTVB

	date	Ordre du jour	Nombre de participants
CRTVB n°4	18 avril 2013	- avancement des procédures, consultation - état des lieux biodiversité en IF par Natureparif dans le cadre de la préparation de la SRB - concertation dans le cadre de la préparation de la loi biodiversité	58 dont 40 membres du CRTVB
CRTVB n°5	10 septembre 2013	- stratégie régionale pour la biodiversité du CRIF - dernières étapes du SRCE	54 dont 40 membres du CRTVB
CRTVB n°6	31 janvier 2015	- mise en œuvre du SRCE depuis son adoption en octobre 2013 et actions d'accompagnement - consultation projet de SDAGE 2016-2021 - présentation des grandes lignes de la loi biodiversité	À compléter/archives
Ateliers du CRTVB (~CRTVB n°7)	23 septembre 2015	4 ateliers thématiques : - milieu urbain - milieux agricoles et forestiers - milieux aquatiques et humides - infrastructures linéaires	82 répartis - 16 urba - 27 agri et forêts - 21 aqua et mh - 17 infra

<sup>1</sup> <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/comite-regional-trames-verte-et-bleue-d-ile-de-r933.html>

Commentaires jmb (à compléter) :

- participation régulière des 2/3 des membres,
- rythme : 2 réunions/an pendant la phase d'élaboration du SRCE, 1/an ensuite,
- intérêt et implication du CRTVB lors d l'élaboration du SRCE
- information/consultation sur d'autres sujets relatifs à la biodiversité (projet SRB IF, projet loi biodiv, projet SDAGE),

En 2015, la tenue des « ateliers du CRTVB » a permis d'élargir les échanges sur 4 grands thèmes entre les membres du CRTVB et des acteurs de chacun des thèmes autour de la mise en œuvre du SRCE dans chacun de ces thèmes.

Le CRTVB ne s'est pas réuni depuis 2015 en l'absence de correspondant du conseil régional. Pas non plus de réelle demande des membres.

# Annexes

Rapport sur la prise en compte du SRCE dans les documents d'urbanisme locaux